

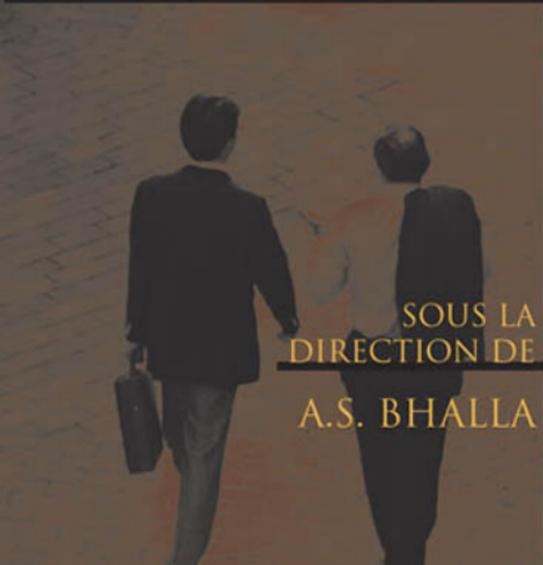
MONDIALISATION



CROISSANCE ET



MARGINALISATION



SOUS LA
DIRECTION DE
A.S. BHALLA



Mondialisation, Croissance et Marginalisation

This page intentionally left blank

Mondialisation, Croissance et Marginalisation

sous la direction de
A.S. Bhalla

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Ottawa • Dakar • Johannesburg • Le Caire • Montevideo • Nairobi • New Delhi • Singapour

Publié par le Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa, ON, Canada K1G 3H9

© Centre de recherches pour le développement international 1998

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :

Mondialisation, croissance et marginalisation

Publ. aussi en anglais sous le titre : Globalization, growth and marginalization.
Comprend des références bibliographiques.
ISBN 0-88936-851-1

1. Revenu — Répartition — Pays en voie de développement.
 2. Pays en voie de développement — Conditions économiques — Disparités régionales.
 3. Concurrence internationale.
 4. Mondialisation (Économie politique).
- I. Bhalla, A.S.
II. Centre de recherches pour le développement international (Canada).

HC59.72.15G4414 1998

338.9'0091742'4

C98-980303-1

Offert sur microfiches.

Tous droits réservés. Toute reproduction, stockage dans un système d'extraction ou transmission en tout ou en partie de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — support électronique ou mécanique, photocopie ou autre — est interdite sans l'autorisation expresse du Centre de recherches pour le développement international.

Les Éditions du CRDI s'appliquent à produire des publications qui respectent l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable ; l'encre et les enduits sont d'origine végétale.

Table des matières

Avant-propos	vii
Remerciements	ix
Introduction — <i>A.S. Bhalla</i>	1
Chapitre 1	
Mondialisation : Menace ou bienfait ? — <i>Paul Streeten</i>	17
Chapitre 2	
Technologie de l'information, mondialisation et marginalisation — <i>Jeffrey James</i>	61
Chapitre 3	
Incidence de la mondialisation et de la révolution de l'information en Amérique latine — <i>Albert Berry</i>	87
Chapitre 4	
Incidence de la mondialisation en Asie du Sud — <i>Azizur Rahman Khan</i>	127

Chapitre 5	
Croissance et pauvreté en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est à l'ère de la mondialisation — <i>Azizur Rahman Khan</i>	153
Chapitre 6	
Incidence de la mondialisation en Afrique — <i>S.M. Wangwe et Flora Musonda</i>	181
Chapitre 7	
Perspectives régionales : Vue d'ensemble — <i>A.S. Bhalla et Albert Berry</i>	203
Chapitre 8	
Orientation de la recherche — <i>A.S. Bhalla</i>	229
Notes sur les collaborateurs	243
Sigles et acronymes	247
Bibliographie	249
Index par sujet	265

Chapitre 1

Mondialisation : Menace ou bienfait ?

Paul Streeten

La mondialisation transforme le commerce, les finances, l'emploi, la migration, la technologie, les communications, l'environnement, les systèmes sociaux, les modes de vie, les cultures et les modèles de gestion. La technologie et la mondialisation se renforcent mutuellement. Le processus de mondialisation n'est pas entièrement nouveau, en revanche le contexte dans lequel il s'inscrit, de même que certaines de ses caractéristiques et la technologie connexe le sont. L'interdépendance internationale s'accroît tout comme une certaine intégration mondiale, dans certaines régions. Dans d'autres parties du globe, cependant, ce processus entraîne une désintégration et une fragmentation. La mondialisation est-elle une menace ou un bienfait pour l'humanité ? Les marchés doivent être encadrés si l'on veut stimuler leur énergie productive et les mettre au service du développement durable de la société et de l'environnement. L'affaiblissement des gouvernements nationaux et l'élargissement à l'échelle mondiale des marchés libres et des innovations technologiques sans contre-pouvoirs pour les réglementer et introduire le principe de responsabilité sont deux facteurs qui ont contribué à marginaliser de grandes régions et d'importants groupes humains. Cette

situation explique en partie la hausse du chômage, de la pauvreté, des inégalités et de l'aliénation. La criminalité, la toxicomanie, le terrorisme, la violence, les guerres civiles, les maladies et la destruction de l'environnement prennent des proportions planétaires. Dans la lutte que se livrent les concurrents internationaux, le capital, la technologie et les compétences supérieures prennent le pas sur les facteurs dont on peut le plus facilement se passer, c'est-à-dire la main-d'œuvre non spécialisée et l'environnement. Les entreprises réduisent leurs coûts; les travailleurs et la nature en subissent les conséquences. Le présent chapitre aborde les répercussions de ces tendances sur le mouvement international des idées, de la technologie, des entreprises (petites et grandes, nationales et multinationales, publiques et privées), de l'argent et des gens.

La première section porte sur les notions d'intégration et d'interdépendance entre les nations. On y analyse brièvement les principales dimensions de la mondialisation, à savoir le commerce, les flux financiers à l'échelle internationale, la technologie et les sociétés transnationales, ainsi que la convergence internationale des salaires réels. La deuxième section traite des aspects bénéfiques et des aspects pernicieux de la mondialisation ; on y examine notamment l'incidence de la mondialisation sur la croissance et la productivité, le chômage, la répartition du revenu, la technologie et les institutions. La troisième section porte sur le rôle du gouvernement face à la mondialisation. On s'attend généralement à ce que la mondialisation érode peu à peu la sphère de responsabilité des gouvernements. Selon nous, la mondialisation suppose au contraire un plus grand rôle de l'État. La quatrième section présente les dangers du laisser-faire. Nous montrerons que les ajustements au libre-échange et à la mondialisation sont coûteux et ne sont pas toujours souhaitables. Dans la dernière section, nous abordons les répercussions de la mondialisation sur la recherche et l'analyse ainsi que sur les mesures internationales à prendre.

Intégration et interdépendance

Partout, on lit que *l'intégration* mondiale se fait rapidement à cause des échanges commerciaux de plus en plus nombreux et de la circulation croissante du capital, de l'argent, de l'investissement direct, de la technologie, des personnes, de l'information et des idées entre les pays. L'intégration internationale suppose que des pays distincts adoptent des politiques comme s'ils constituaient une seule entité politique. On détermine souvent le degré d'intégration en comparant les taux d'intérêt, les cours de la bourse ou les prix

des biens dans différents marchés. Cependant, la notion d'intégration peut revêtir une connotation positive. Bien qu'on puisse s'opposer à une uniformisation imposée et bien que la désintégration d'un système nuisible puisse être souhaitable, il est habituellement mal vu de prôner la « désintégration ». Pourtant, il est possible de définir l'intégration en se fondant sur certaines valeurs ou en en faisant abstraction. Les valeurs sous-jacentes pourraient être, par exemple, que tous les membres de la région intégrée soient traités équitablement, en ce qui concerne certains droits comme l'accès à la justice, à l'emploi, au commerce, au crédit, au capital et à la migration, ou certaines réalisations telles qu'un niveau de vie minimum ou des services d'éducation et de santé de qualité. Envisagée sous cet angle, l'intégration sous-entend donc l'égalisation des impôts communs et des services sociaux. Si nous négligeons ces valeurs et nous contentons de définir l'intégration sous l'aspect de l'égalité des possibilités économiques, quel que soit le degré d'inégalité initial de la richesse des membres de la région intégrée, on peut alors affirmer que le monde était bien plus intégré à la fin du XIX^e siècle qu'il ne l'est maintenant¹. Les obstacles tarifaires dans les pays autres que le Royaume-Uni étaient plus élevés à cette époque qu'ils ne le sont maintenant (20 p. 100 à 40 p. 100 alors, contre 5 p. 100 en 1990), les obstacles non tarifaires étaient beaucoup moins nombreux ; le capital et l'argent circulaient plus librement en vertu de l'étalon-or (c'est-à-dire sans l'effet dissuasif des taux de change variables) ; les gens circulaient aussi beaucoup plus librement ; enfin, on avait rarement besoin de passeports et la citoyenneté était accordée facilement. De nos jours, la migration internationale est rigoureusement contrôlée. Entre 1881 et 1890, le taux annuel moyen d'immigration aux États-Unis était de 9,2 p. 1 000, atteignant plus de 10 p. 1 000 dans la première décennie du XX^e siècle. Cent ans plus tard, entre 1981 et 1990, il n'était plus que de 3,1 p. 1 000 Américains (États-Unis, 1991, p. 9, 54).

Les quatre fonctions inhérentes à un système international intégré visant le développement sont aujourd'hui fragmentées (Streeten, 1989). Ces quatre fonctions sont : *i*) la création d'excédent des transactions courantes par le centre ; *ii*) la conversion de ces excédents en prêts ou en investissements par les institutions financières ; *iii*) la production et la vente de biens d'équipement et de technologies les plus récents ; *iv*) la puissance militaire nécessaire pour maintenir la paix et faire exécuter les contrats. Avant 1914, ces fonctions étaient exercées par la puissance dominante, qui était alors la

¹ Les critiques tendent à discréditer les analyses actuelles concernant la mondialisation du fait qu'elles ne sont pas fondées sur une étude des faits historiques.

Grande-Bretagne. La période comprise entre 1918 et 1939 se caractérise par l'absence d'ordre international, la Grande-Bretagne n'étant plus en mesure d'assurer cette tâche et les États-Unis pas encore disposés à prendre la relève. Pendant le quart de siècle qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont assumé ce rôle, mais à l'heure actuelle le chaos a repris ses droits et la coordination est absente de notre monde. Les obstacles non tarifaires au commerce imposés par les pays de l'OCDE et les restrictions qui pèsent sur la migration internationale empêchent une mondialisation complète. Il en découle une situation caractérisée par la déflation, le chômage et une croissance lente ou négative dans de nombreux pays du Sud.

De 1870 à 1914, le monde était intégré sans qu'on ne l'ait voulu. En imposant moins d'objectifs dans les politiques gouvernementales et en acceptant ce qui, rétrospectivement, semblait des contraintes irrationnelles, telles que l'étalon-or et, par la suite, les taux de change fixes, l'impossibilité d'adopter des politiques monétaires expansionnistes et la nécessité d'équilibrer les budgets, différents pays étaient intégrés dans une seule économie mondiale, dominée par une puissance, la Grande-Bretagne. Les politiques intérieures étaient sérieusement limitées à cause de la nécessité d'adhérer à l'étalon-or. Cependant, l'intégration ne constituait en rien une garantie de paix. Elle n'a pas empêché la Première Guerre mondiale. De nos jours, ce sont les activités des multinationales et des banques qui imposent des limites aux politiques nationales.

Plus tard, de nombreux objectifs stratégiques vinrent s'ajouter aux obligations de l'État-gendarme, notamment : le plein emploi, la croissance économique, la stabilité des prix, le maintien des salaires, la réduction des inégalités dans la répartition des revenus, l'équilibre régional, la protection de l'environnement, une augmentation des occasions offertes aux femmes et aux minorités, etc. Le refus de contraintes touchant les politiques (comme les taux de change fixes) et le rejet des limites touchant les politiques monétaires et financières discrétionnaires ont donné lieu à une plus grande intégration des économies nationales en permettant l'adoption de politiques orientées vers le plein emploi et l'État-providence. Mais cela a aussi conduit à une désintégration internationale, qui cadre toutefois parfaitement avec un niveau élevé d'*interdépendance* internationale. En effet, l'*interdépendance* existe lorsqu'un pays peut faire du tort à d'autres pays en prenant unilatéralement des mesures comme le protectionnisme compétitif, la dévaluation et la déflation, ou en polluant l'air ou les mers au-delà de ses frontières nationales. Une guerre nucléaire constituerait la forme ultime de l'*interdépendance* qui peut résulter de la désintégration internationale. De nos jours, les forces du marché mondial peuvent susciter des conflits entre les

États, ce qui contribue à la désintégration internationale et affaiblit la gestion.

L'interdépendance se mesure par le coût d'une séparation. Plus le coût est élevé pour un pays, plus ce pays est *dépendant*. Si un petit pays profite plus de la répartition internationale du travail qu'un grand pays, sa dépendance est plus grande. Si les deux parties à une transaction subissaient des coûts élevés en rompant leurs liens économiques, il y aurait alors *interdépendance*.

Il est tout à fait possible d'établir des *relations* internationales soutenues et en croissance rapide sans qu'il y ait un degré élevé d'interdépendance, par exemple lorsqu'on peut mettre fin à la relation sans conséquences fâcheuses pour les parties. Par exemple, il pourrait y avoir croissance rapide et importante du commerce de modèles de voitures sport légèrement différentes, produites à des coûts semblables, mais peu de privations ou de pertes découleraient de la substitution des modèles produits au pays à des modèles importés. L'indice d'interdépendance serait alors l'excédent des consommateurs et celui des producteurs, et non le volume, la valeur ou le taux de croissance du commerce international.

L'« interdépendance » désigne quelque chose de légèrement différent lorsque la « dépendance » s'applique uniquement à l'« influence d'un autre », sans que le maintien de la relation ne comporte d'avantages ou que la séparation ne comporte de coûts. Dans ce sens atténué, il peut y avoir interdépendance même si les coûts de la séparation sont faibles ou négatifs. Cependant, cet aspect n'est pas utile à l'objet du présent chapitre.

Commerce

Le commerce international constitue souvent un indicateur de l'interdépendance. Sa valeur élevée et sa croissance rapide, sauf pour quelques épisodes stationnaires, en témoignent de façon éloquent. De 1820 à 1992, la population du monde a quintuplé, le revenu par habitant a été multiplié par huit, le revenu mondial par 40 et le commerce mondial par 540 (Streeten, 1989 ; Maddison, 1995 ; Wade, 1996a). Cependant, il convient d'apporter trois précisions.

Premièrement, si l'on considère la contribution du commerce international au revenu national, la croissance rapide observée au cours des décennies de l'après-guerre peut apparaître comme un retour aux valeurs d'avant 1914, après les interruptions provoquées par les deux guerres mondiales, la Crise de 1929 et le protectionnisme élevé. Au niveau mondial, la part des exportations dans le PIB est passée de 6 p. 100 en 1950 à 16 p. 100 en 1992. Pour les pays industrialisés, ces proportions s'établissaient à 12 p. 100 en

1973 et à 17 p. 100 en 1992, tandis que pour les 16 grands pays industriels, elles représentaient 18,2 p. 100 en 1900 et 21,2 p. 100 en 1913 (Maizels, 1963 ; Bairoch, 1993 ; Nayyar, 1995). Cette hausse était en grande partie attribuable à une réduction spectaculaire des frais de transport. Dans les différents pays, les proportions sont très semblables².

La contribution totale du commerce au PIB est cependant trompeuse. Au cours des décennies d'après-guerre, la part des services dans le PIB, y compris les services gouvernementaux, a connu une hausse énorme. Beaucoup de ces services ne sont pas exportables, ou ne l'étaient pas jusqu'à tout récemment. Si on prenait uniquement le rapport du commerce international à la production de biens, on constaterait une augmentation importante non seulement par rapport à l'entre-deux-guerres, mais également en comparaison avec la période précédant 1913.

Deuxièmement, les pays en développement ont été peu nombreux à profiter de l'augmentation des échanges commerciaux (et de la hausse de l'investissement étranger, qui est surtout concentré en Asie de l'Est, au Brésil, au Mexique et maintenant en Chine). On en compte une dizaine environ, quoique leur nombre tende à augmenter. Jusqu'à présent, les nombreuses populations pauvres du sous-continent indien et de l'Afrique subsaharienne n'ont guère bénéficié de la croissance du commerce et de l'investissement international. En fait, la circulation mondiale des biens, des services, de l'investissement direct et des finances concerne surtout l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. Le groupe des pays les moins avancés ne comptait que pour 0,1 p. 100 des rentrées d'investissement à l'échelle internationale et 0,7 p. 100 des rentrées d'investissement dans tous les pays en développement. L'Afrique a été particulièrement négligée (OCDE, 1992, p. 233).

Troisièmement, comme nous l'avons déjà mentionné, ni le volume, ni la valeur, ni le taux de croissance du commerce ne devraient servir d'indicateurs de l'interdépendance économique, mais plutôt les dommages qui pourraient résulter de son élimination, c'est-à-dire l'excédent des consommateurs et celui des producteurs. Ces excédents sont difficiles à mesurer. Cependant, nous savons que les biens échangés sont relativement semblables et pourraient être facilement remplacés par des produits de fabrication intérieure sans que les acheteurs n'aient à subir de pertes importantes ou une augmentation substantielle des coûts.

² Cette contribution accrue du commerce au PIB s'est produite malgré une hausse générale de la protection tarifaire entre 1870 et 1913. Elle n'est donc pas le fruit de la libéralisation du commerce. Pendant le processus de mondialisation d'avant 1913, le rôle de l'État avait pris de l'ampleur au lieu de s'atténuer (voir Bairoch et Kozul-Wright, 1996, p. 113).

Par ailleurs, un petit volume d'échanges commerciaux, qui connaît une croissance lente, pourrait avoir beaucoup d'importance et occasionner des pertes importantes s'il était interrompu. Comme le maillon d'une chaîne de bicyclette, ces échanges pourraient jouer un rôle majeur dans le fonctionnement du système. Les États-Unis, par exemple, dépendent beaucoup de très faibles importations de manganèse, d'étain et de chrome. Avant la Première Guerre mondiale, le commerce prenait surtout la forme d'un échange de matières premières contre des produits manufacturés, pour lequel les excédents des consommateurs et des producteurs sont importants. Aujourd'hui, le commerce de produits manufacturés à l'intérieur des industries, voire des entreprises, constitue la majeure partie du commerce, et les excédents sont beaucoup plus faibles.

Selon certaines définitions, le processus de mondialisation désigne une ouverture ou une libéralisation du commerce. Au cours de la dernière décennie, on a constaté qu'une telle libéralisation s'était surtout produite, d'une part, dans les anciens pays socialistes qui ont renoncé à la planification centrale pour s'intégrer à l'économie mondiale et, d'autre part, dans les pays en développement qui ont abandonné l'industrialisation fondée sur le remplacement des importations pour se tourner vers l'exportation et vers le démantèlement partiel de leur appareil gouvernemental. Ces changements n'ont pas été apportés librement, mais constituent plutôt une réaction aux forces mondiales, d'une part, et aux pressions exercées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans le cadre de leurs programmes de stabilisation et d'adaptation structurelle, d'autre part. Ils s'inscrivent également dans le courant de pensée des pays riches, selon lequel il convient de réduire le rôle de l'État et d'espérer tirer profit des avantages de la mondialisation.

Par ailleurs, certains pays de l'OCDE ont imposé de nouveaux obstacles non tarifaires tels que la restriction volontaire des exportations, des mesures de protection, notamment des mesures antidumping, et des subventions spécifiques à l'exportation de produits et de services qui font concurrence aux importations. L'Arrangement multifibres et la Politique agricole commune de l'Union européenne sont des mécanismes protectionnistes flagrants. D'autres obstacles ont été érigés dans les secteurs de l'acier, de l'électronique et de la chaussure.

Bien sûr, le commerce n'est qu'une des nombreuses manifestations de l'interdépendance économique, et ce n'est pas la plus importante. Parmi les autres, on trouve la circulation des facteurs de production, du capital, de la technologie, des différents types de main-d'œuvre et des devises entre les pays. Ces facteurs sont analysés ci-dessous.

Flux financiers à l'échelle internationale

Les flux financiers mondiaux ont beaucoup augmenté et leur valeur se chiffre à environ 1 billion de dollars par jour. Il s'agit ici d'un rapport des opérations sur devises au commerce mondial d'environ 70 pour 1, qui équivaut aux réserves mondiales officielles d'or et de devises. En 1971, environ 90 p. 100 de toutes les opérations sur devises visaient le financement du commerce et de l'investissement à long terme et seulement 10 p. 100 étaient spéculatives. Aujourd'hui, ces pourcentages sont inversés : plus de 90 p. 100 des transactions sont spéculatives (Eatwell, 1995, p. 277). La croissance spectaculaire de ces échanges résulte de l'effondrement du système de taux de change fixe de Bretton-Woods en 1973, de la déréglementation et de la libéralisation des flux de capitaux, ainsi que des occasions de spéculation sur les taux de change variables auxquelles ces mesures ont donné lieu.

Étant donné que le marché international de capitaux fonctionne jour et nuit, on craint que le système financier international ne soit devenu instable. Cependant, les difficultés rencontrées récemment témoignent non pas de la faiblesse, mais bien de la solidité du système financier international. Les effets de différentes crises, notamment celle de l'endettement en Amérique latine, le fiasco des institutions d'épargne aux États-Unis, le scandale de la BCCI, le Mexique, Barings et Daiwa, ont été circonscrits. Bien des gens ont subi des pertes, y compris les contribuables, mais il s'agissait surtout des habitants de la région touchée ; le reste du monde a été épargné, et le système ne s'est pas écroulé. Évidemment, cela ne signifie pas qu'il est à toute épreuve.

La mondialisation des flux financiers, comme celle du commerce, est partielle. Les flux financiers vers les pays à faible revenu sont quasi inexistantes et, même si les flux de financement privé vers les pays en développement à revenu moyen ont beaucoup augmenté, l'aide officielle au développement stagne (voir le tableau 1). La majorité des flux financiers concerne les pays de l'OCDE, et une partie de l'investissement étranger est orientée vers un petit groupe de pays en développement, notamment la Chine et des pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est. Ces flux entre pays de l'OCDE vont à l'encontre de la théorie néoclassique selon laquelle la circulation de capitaux devrait se faire des pays riches aux pays pauvres. En fait, les États-Unis, l'un des pays les plus riches, a attiré la plus grande partie des capitaux. Parmi les pays en développement, ce sont ceux qui disposent d'un capital humain substantiel et de bonnes politiques gouvernementales qui attirent les capitaux.

Tableau 1. Flux financiers à long terme dans les pays en développement
(en milliards de dollars)

	1987	1994
Mouvements nets de ressources globales à long terme		
Flux privés	8,5	227,3
	25,1	172,9
dont :		
prêts nets	9,8	55,6
investissement étranger direct	14,6	77,9
investissement de portefeuille	0,8	39,5
Aide officielle au développement	43,4	54,4
dont :		
subventions officielles	16,9	30,5
prêts nets officiels	26,4	23,9

Source : Banque mondiale (1995a, p. 214).

Eu égard à cette augmentation importante des flux financiers, il est étonnant de constater que, dans la plupart des pays, l'épargne et l'investissement intérieurs se suivent de plus près qu'avant 1914. Cela signifie que les flux nets sont beaucoup plus faibles que les flux bruts. Comme nous l'avons vu, on a cité bien des raisons pour expliquer ce paradoxe, notamment l'obstacle que peut constituer pour l'investissement réel à long terme la fluctuation des taux de change. Comme nous le verrons plus loin, la déréglementation et la libéralisation n'ont pas contribué à accélérer l'investissement ou la croissance pas plus qu'elles n'ont entraîné une hausse des niveaux d'emploi, une meilleure répartition des revenus ou une baisse des coûts d'emprunt. Elles ont également augmenté la volatilité des prix des éléments d'actif. Même si elles comportent certains avantages, elles donnent également lieu à un risque plus grand pour les investisseurs et le système financier. Dans les années 80, de nombreux gouvernements ont cherché à adopter des mesures de stabilisation pour faire face à l'inflation, à la crise de l'endettement et à l'adaptation structurelle. Dans les années 90, les problèmes associés aux bouleversements dans les mouvements de capitaux ont été plus pressants, mis en relief par la crise financière du Mexique en 1995. Du jour au lendemain, les gouvernements devaient se porter au secours de ces mêmes financiers qui avaient d'abord prôné les vertus des marchés libres. On peut donc se demander s'il faudrait reprendre le contrôle des marchés financiers.

Il est nécessaire de réglementer à nouveau et d'harmoniser la législation. Plus un pays est orienté vers la libre entreprise, plus la supervision officielle doit être stricte. La déréglementation s'est traduite par la hausse et la déstabilisation des taux d'intérêt, la fluctuation des taux de change, l'explosion et la chute des prix des biens immobiliers ainsi que la spéculation sur la valeur

des actifs, les taux d'intérêt et les taux de change. Les risques de faillites commerciales sont élevés. Si nous voulons éviter d'avoir à renflouer nos institutions financières, il faut accompagner la déréglementation d'une supervision étroite et bien coordonnée.

Le système de Bretton-Woods reposait sur l'hypothèse selon laquelle la convertibilité de la monnaie, le commerce multilatéral et la stabilité des taux de change imposent des contraintes en matière de mobilité des capitaux. Si elle va trop loin, la libéralisation financière risque de porter atteinte à la libéralisation du commerce, qui est plus importante. Par exemple, un pays qui doit dévaluer sa monnaie parce que ses prix ont augmenté plus que les prix étrangers peut se trouver incapable de le faire en raison de rentrées de capitaux spéculatifs à court terme. En outre, des changements dans les flux de capitaux peuvent susciter de fortes fluctuations des taux de change, qui entravent le commerce.

Technologie

Outre l'interdépendance économique (commerce, finance, investissement direct), on assiste à des chocs technologiques dont l'effet se fait rapidement ressentir partout dans le monde. La transmission par satellite a rendu possible la communication instantanée entre les différentes régions du globe. Les progrès technologiques, tels que l'avion à réaction, le télex, la télévision par satellite, les porte-conteneurs, les superpétroliers et les superminéraliers, de même que les progrès techniques dans les domaines du transport, du voyage et, surtout, des communications et de l'information, ont rapetissé le monde. En réduisant le coût des communications, la technologie a contribué à mondialiser la production et les finances. À son tour, la mondialisation stimule les progrès technologiques en intensifiant la concurrence qui favorise elle-même l'avènement de nouvelles technologies. Les résultats de la mondialisation se font sentir à grande échelle grâce à l'investissement étranger direct (IED). Si l'on n'assiste pas encore à la fin de l'histoire, les frontières géographiques, elles, ont certainement moins d'importance. En outre, l'interaction de la technologie et de la mondialisation donne lieu à de nouveaux problèmes.

On entend beaucoup parler de la création d'un monde sans frontières et de la fin de l'État-nation. Certes, les satellites et Internet ont grandement accéléré la vitesse de transmission de données culturelles et informationnelles à l'échelle mondiale. Cependant, comme on peut le constater au regard du commerce et de l'investissement, de grandes régions du Sud pauvre sont laissées pour compte (les forces mondiales n'influent pas sur ceux

qui pratiquent l'agriculture de subsistance) ou subissent les effets de remous de la mondialisation (pour de plus amples détails sur la technologie de l'information, voir les chapitres 2 et 3).

Sociétés transnationales

On dit que les sociétés transnationales constituent l'un des principaux moteurs de la mondialisation. Alors qu'à la fin du XIX^e siècle, les principaux acteurs sur la scène internationale étaient les États — dominés par la Grande-Bretagne jusqu'en 1913, puis par les États-Unis pendant le quart de siècle qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale —, les sociétés transnationales et les banques internationales se sont mises de la partie et, jusqu'à un certain point, les ont remplacés. Les 37 000 sociétés mères transnationales du monde et leurs 200 000 sociétés affiliées contrôlent 75 p. 100 du commerce mondial. Le tiers de ce commerce se fait à l'intérieur des entreprises (Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, 1995, p. 27). Leurs actions sont fondées sur le profit. Par ailleurs, un très petit nombre de ces entreprises sont réellement transnationales ou même internationales (Shell et Unilever représentent des exceptions puisqu'elles sont incontestablement bi-nationales, hollandaises et britanniques). La plupart des autres sociétés qui font des affaires dans de nombreux pays sont considérées comme étant originaires du pays où se trouve leur siège social. Comme nous l'avons vu, la prédiction voulant que la souveraineté soit menacée et que l'État-nation disparaisse face aux sociétés transnationales de plus en plus grandes et puissantes était, comme les rumeurs de la mort de Mark Twain, légèrement exagérée. Bien des pays ont réussi à composer avec ces entreprises, à les réglementer et à les taxer.

Les sociétés transnationales ne sont pas aussi mondialisées que ce qu'on en dit. La plupart détiennent la majeure partie de leur actif et emploient la majorité de leurs employés dans leur pays d'origine, où s'effectue une large proportion de leur recherche-développement (R-D). En témoigne le fait que, pendant la seconde moitié des années 80, 89 p. 100 des brevets américains obtenus par 600 des plus grandes entreprises mondiales mentionnaient comme inventeur un résident du pays d'origine (Wade, 1996a). Les décisions stratégiques et les innovations viennent donc du pays d'origine. Cependant, la R-D pourrait bien s'étendre davantage à l'échelle mondiale grâce à la télématique ainsi qu'à la convergence de l'informatique et des technologies de communication et de contrôle.

Convergence des salaires réels

La convergence des salaires réels dans différents pays constitue un autre aspect de la mondialisation (voir Williamson, 1995). Depuis les années 50, l'écart entre les salaires américains et européens a diminué de façon marquée. De même, au cours de la seconde moitié de XIX^e siècle, les salaires européens avaient rattrapé ceux de l'Amérique. En Europe, certains pays ont comblé l'écart avec la Grande-Bretagne, alors chef de file du continent. Williamson (1996a) soutient que ce rétrécissement est attribuable surtout à l'intégration économique (plutôt, par exemple, qu'à l'amélioration de l'éducation dans les pays à faible revenu). Grâce à la croissance du commerce international, les prix des produits échangés se sont rapprochés entre certains pays et le prix relatif des facteurs de production abondants (la terre en Amérique, la main-d'œuvre en Europe) a augmenté tandis que celui des facteurs de production rares (main-d'œuvre en Amérique, terre en Europe) a diminué. Une étude récente (O'Rourke *et al.*, 1996) le confirme. L'émigration de l'Europe vers l'Amérique explique également l'augmentation des salaires en Europe et leur endiguement en Amérique.

Mobilité mondiale

Les points de vue sur les avantages et les coûts de la mobilité mondiale de différents éléments tels que les finances, la technologie, les idées et la main-d'œuvre diffèrent. Dans un passage souvent cité, Keynes écrit en substance que les idées, les connaissances, l'art, le tourisme, les voyages se prêtent naturellement à la mondialisation, tandis que les biens devraient être produits au pays dans toute la mesure du possible et, surtout, que les marchés financiers devraient conserver leur caractère national (Keynes, 1933 ; *Collected Writings of John Maynard Keynes*, 1982, p. 237). De nos jours, il est de meilleur ton de déplorer l'impérialisme culturel ou l'homogénéisation de la télévision et des médias et l'internationalisation de la culture de masse, et de tenter de confiner la culture aux connaissances, activités et produits locaux, tout en défendant par ailleurs le libre-échange des biens et des services. Les partisans du néolibéralisme préconisent le laisser-faire mais non la libre circulation des gens, craignant peut-être qu'elle ne contribue à accélérer la croissance démographique dans les pays d'émigration à faible revenu et, partant, qu'elle n'améliore pas le bien-être de la population. Ou peut-être redoutent-ils que la libre circulation des gens n'entrave les objectifs économiques (particulièrement en ce qui concerne le niveau et la répartition des revenus) ou encore les valeurs culturelles, la stabilité sociale ou la sécurité du pays qui reçoit les migrants.

Inégalité des avantages et des coûts de la mondialisation

La mondialisation a contribué à ouvrir des perspectives inespérées à certaines personnes, certains groupes et certains pays. Des indicateurs humains tels que l’alphabétisation, la fréquentation scolaire, la mortalité infantile et l’espérance de vie se sont beaucoup améliorés au cours des dernières décennies. Dans les pays à faible revenu et à revenu moyen, l’espérance de vie a augmenté, passant de 46 ans en 1960 à 63 ans en 1990 ; le taux de mortalité infantile, quant à lui, a chuté pendant la même période, passant de 149 à 71 pour 1 000 naissances vivantes ; le taux d’alphabétisation des adultes est passé de 46 p. 100 à 65 p. 100 ; enfin, le PIB réel par habitant a connu une hausse, passant de 950 \$ à 2 170 \$ (PNUD, 1993, p. 143). La guerre froide a pris fin et les perspectives de règlement pacifique d’anciens conflits se sont améliorées, tant en Asie occidentale, en Afrique du Sud qu’en Irlande du Nord. La démocratie s’est répandue dans le monde entier, remplaçant les régimes autocratiques. La mondialisation s’est révélée particulièrement profitable pour l’Asie, pour la production mondiale, pour les profits et pour les propriétaires de capital et de compétences très avancées (voir tableau 2).

Par ailleurs, la restructuration économique, la libéralisation, les changements technologiques et la concurrence féroce qui ont accompagné la mondialisation, aussi bien dans les marchés de produits que dans ceux de l’emploi, ont contribué à accroître l’appauvrissement, les inégalités,

Tableau 2. Bilan de la mondialisation (approximations)

Bénéfique pour :	Défavorable pour :
Le Japon, l’Europe, l’Amérique du Nord	Bien des pays en développement
L’Asie de l’Est et l’Asie du Sud-Est	L’Afrique (exceptions : Botswana, île Maurice)
La production	L’emploi
Les personnes ayant des actifs	Les personnes n’ayant pas d’actifs
Les profits	Les salaires
Les travailleurs hautement spécialisés	Les travailleurs peu spécialisés
Les personnes instruites	Les personnes sans instruction
Les professionnels, les cadres et les techniciens	Les ouvriers
Les personnes capables de s’adapter	Les personnes incapables de s’adapter
Les créanciers	Les débiteurs
Les personnes qui ne dépendent pas des services publics	Les personnes qui dépendent des services publics
Les grandes entreprises	Les petites entreprises
Les hommes	Les femmes, les enfants
Les forts	Les faibles
Les personnes qui prennent des risques	La sécurité humaine
Les marchés mondiaux	Les collectivités locales
Les vendeurs de produits techniques de pointe	Les vendeurs de produits primaires et de produits manufacturés courants

l'insécurité au travail, l'affaiblissement des institutions et des systèmes de soutien social ainsi que l'érosion des identités et des valeurs établies. En réduisant les approvisionnements agricoles, la libéralisation et la protection amoindrie de l'agriculture ont entraîné une augmentation des prix des aliments (par rapport à ce qu'ils auraient été autrement), ce qui a durement touché les pays importateurs d'aliments. La mondialisation a été défavorable à la majeure partie de l'Afrique et à de nombreuses régions du monde pour ce qui est de l'emploi (voir plus loin la section sur le chômage), ainsi qu'aux pays qui ne disposent pas d'actifs ou dont la base de compétences est fixe et inadaptable. La concurrence internationale pour les marchés et les emplois a obligé les gouvernements à réduire les impôts et, par voie de conséquence, les services sociaux qui venaient en aide aux pauvres³ et à sabrer dans les services publics et les règlements qui protégeaient l'environnement.

De 1972 à 1986, pour l'ensemble des pays en développement, la part des dépenses sociales dans les dépenses totales du gouvernement a connu une baisse, passant de 35 p. 100 à 29 p. 100 et de 58 p. 100 à 56 p. 100 dans les pays industrialisés (Banque mondiale, 1988). De 1980 à 1993, les dépenses au titre de la santé sont passées de 4,5 p. 100 à 3 p. 100 aux Philippines et de 7,8 p. 100 à 5,4 p. 100 au Kenya (Banque mondiale, 1995c). En Amérique latine, malgré la relance des dépenses sociales en 1991, les dépenses par habitant au titre des services de santé et d'éducation étaient plus faibles qu'en 1980-1981 (BID, 1996, p. 47). La concurrence internationale a également obligé les gouvernements et les entreprises à rationaliser leurs opérations, à se restructurer et à entreprendre des réformes, et a imposé le recours à diverses mesures afin de maintenir de faibles coûts de main-d'œuvre⁴. Au cours des 25 années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, l'État-providence était à son apogée et on croyait que le gouvernement pouvait stimuler l'économie pour assurer le plein emploi, mais après le début des années 70, l'intégration internationale (partielle) a conduit à une désintégration nationale.

La part de la richesse mondiale que détiennent les pays en développement s'est amenuisée. Les données du PNUD sur la répartition mondiale de la richesse entre les pays industrialisés, les pays en développement,

³ Voir la section sur le gouvernement et les économies ouvertes où l'on suggère une relation positive entre la taille du gouvernement et l'indice du commerce. En outre, les dépenses sociales (l'éducation, la santé, etc.) ont connu une reprise en Amérique latine à partir de 1993 (voir BID, 1996). Cela pourrait être le fruit des pressions exercées pour compenser les effets négatifs de la mondialisation.

⁴ Il ne faut toutefois pas oublier que la rationalisation d'entreprises telles que AT&T, Nynex, Sears, Philip Morris et Delta Airlines ne peut être attribuée à la concurrence internationale. Les gens d'affaires ont tendance à blâmer les forces mondiales pour des gestes dont ils devraient être tenus responsables.

l'ancienne URSS et les pays d'Europe de l'Est (voir tableau 3) révèlent une inégalité croissante. De 1960 à 1994, la part détenue par les pays en développement, et particulièrement celle des anciens pays socialistes d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, a diminué tandis que celle des pays industrialisés occidentaux a augmenté.

Si une amélioration des conditions de vie s'est fait sentir pour certains, elle s'accompagne, dans les pays pauvres, d'une aggravation de la pauvreté, de la malnutrition et de la maladie. Environ le tiers de la population des pays en développement et plus de la moitié de celle d'Afrique vivent dans une pauvreté absolue. En 1992, 6 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts de pneumonie ou de diarrhée ; 23 millions de gens sont classés comme réfugiés. La dissolution de l'ancien système des familles élargies, doublée d'une dépendance de plus en plus grande envers les forces du marché et du démantèlement des institutions d'État, a laissé sans ressource de nombreuses victimes de la concurrence.

La mondialisation et les progrès économiques qui l'accompagnent se sont produits inégalement dans l'espace et dans le temps. L'augmentation des revenus par habitant a été très différente d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre, de telle sorte que les écarts entre les revenus ont augmenté. Les disparités dans les revenus entre pays riches et pays pauvres ont doublé au cours des 30 dernières années.

Cependant, il ne faut pas en conclure que les pays en développement auraient mieux fait de s'isoler du processus de mondialisation et de viser l'autarcie. Joan Robinson a déjà dit qu'une seule chose est pire que d'être exploité par les capitalistes, c'est de ne pas être exploité par eux. Il en va de même pour la mondialisation. Ceux qui sont dotés des compétences et des actifs nécessaires tirent parti de leur ouverture sur le monde, tandis que ceux qui en sont dépourvus sont laissés pour compte. Cependant, on peut faire quelque chose pour venir en aide aux personnes touchées. Des mesures telles que les programmes sociaux, les régimes d'emploi garanti et les dispositions sur la formation, visant à protéger les personnes pauvres des pays à faible

Tableau 3. Répartition mondiale de la richesse : 1960-1994 (pourcentages)

Année	Pays industrialisés	Pays en développement	Ancienne URSS et Europe de l'Est
1960	67,3	19,8	12,9
1970	72,2	17,1	10,7
1980	70,7	20,6	8,7
1989	76,3	20,6	3,1
1994	78,7	18,0	3,3

Source : Base de données du PNUD.

revenu contre les forces aveugles de la mondialisation, devraient être intégrées dans le système de relations internationales. Une telle démarche est nécessaire non seulement pour assurer la stabilité politique, mais également pour des raisons purement humanitaires.

La mondialisation peut être envisagée sous l'angle de son incidence sur différents objectifs. Dans la section qui suit, j'analyserai cette incidence sur : *i*) la croissance et la productivité ; *ii*) l'emploi et les compétences ; *iii*) les salaires et les inégalités dans la répartition du revenu et de la richesse (aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci) ; *iv*) les innovations technologiques et institutionnelles.

Croissance et productivité

Les taux de croissance du revenu, de la productivité et du niveau de vie varient d'un pays à l'autre. On s'entend généralement pour dire que la primauté du droit et des droits de propriété clairement définis, un taux d'épargne élevé et un investissement important dans le capital physique et matériel, une bonne éducation, des marchés du travail souples, de bonnes politiques macroéconomiques axées sur la croissance à fort coefficient de main-d'œuvre ainsi que des niveaux supérieurs de technologie, de gestion et d'infrastructure ont un rôle important à jouer. Certains ajouteront la nécessité de redistribuer les biens productifs (particulièrement la terre) dans les pays où ils sont inégalement répartis. Bref, certaines institutions juridiques et politiques ainsi que certaines politiques sont plus susceptibles de favoriser la croissance que d'autres. La question de savoir si l'ouverture d'une économie vers le commerce et l'investissement est la cause ou la conséquence d'une forte croissance et d'une bonne performance au chapitre des exportations est controversée, mais il existe un lien évident entre l'ouverture sur le monde et la croissance. La plupart des économistes affirment que l'ouverture est un facteur important de croissance.

La concurrence internationale sans cesse croissante ne s'explique pas seulement par l'élimination de certains obstacles au commerce. Le rythme accéléré de l'invention et de l'innovation constitue également une cause importante. Comme les pays à revenu élevé consacrent à la R-D une proportion plus forte de leur PIB, qui est passée de 2 p. 100 à 3 p. 100 et plus, les changements sociaux et technologiques se sont accélérés au cours des quelques dernières années. De nos jours, les délais entre les idées novatrices, les inventions, les applications en génie et l'exploitation commerciale sont beaucoup plus courts qu'avant. Le délai entre l'invention du moteur à vapeur et l'ère du chemin de fer ou entre l'invention du moteur à combustion

interne et la révolution économique, sociale et culturelle (sans parler de la révolution sexuelle) engendrée par l'automobile se mesure en générations. Le délai entre l'invention de la télévision, de la micropuce, du moteur à propulsion ou même de la fermeture éclair, leur conception, leur application commerciale et les transformations culturelles et intellectuelles qui en ont découlé se mesure en années. L'application de la découverte de la structure de l'ADN à la bioingénierie n'aura pris que dix ans. La loi de Faraday sur l'induction de la force électromotrice a été découverte à la fin du XIX^e siècle. Elle a donné lieu au premier moteur électrique une quarantaine d'années plus tard. Par ailleurs, Bardeen et Brittain ont annoncé les lois régissant la semi-conduction à la fin des années 40 et leur application aux transistors n'a mis que cinq ans. Le délai d'application de la technologie du laser a été encore plus court. Comme l'a écrit Gore Vidal (1992), grâce à la technologie moderne, l'histoire s'écrit maintenant en accéléré. Pour sa part, Ronald Dore (1996) considère que les changements technologiques ont davantage contribué que la mondialisation à favoriser la concurrence et à transformer le caractère de nos sociétés.

Si l'on en croit la majorité des économistes, la libéralisation devrait se traduire par des taux de croissance plus élevés et une amélioration plus rapide du niveau de vie. Pourtant, les données à l'appui de cette hypothèse sont minces, voire inexistantes. Le taux de croissance annuelle du PIB par habitant en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est a été de 6 p. 100 à 8 p. 100 de 1986 à 1993 ; en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, pour la même période, il n'a atteint que 0,36 p. 100 ou 0,37 p. 100. La croissance dans ces régions demeure difficile à lancer. Les pays qui ont le mieux réussi sont le Chili et le Costa Rica en Amérique latine, l'île Maurice et le Botswana en Afrique. Si l'on compare les taux de croissance annuelle du PIB par habitant de 1965-1980 et 1980-1993, nous obtenons pour tous les pays en développement 4,6 p. 100 et 4 p. 100, et pour les pays de l'OCDE, 3,9 p. 100 et 1,6 p. 100 (Banque mondiale, 1995c ; PNUD, 1995). Le tableau 4 montre le taux de croissance dans un certain nombre de pays entre 1972-1981 et 1982-1991 par rapport à la moyenne de la période allant de 1960 à 1971. Même dans l'hypothèse où la libéralisation conduirait réellement à une croissance plus forte, il faudrait examiner les politiques de la période précédente, qui ont jeté les bases du succès subséquent. Dans tous les pays où la libéralisation a porté fruit, on a mis en œuvre certaines politiques commerciales et industrielles qui ont formé le fondement de leur bonne performance par la suite.

Cependant, une question demeure obscure. L'avènement de la nouvelle technologie de l'information et l'expansion de nouveaux services plus

Tableau 4. Taux de croissance du PIB par habitant, par rapport à la moyenne de la période allant de 1960 à 1971

	1972-1981	1982-1991
Tous les pays (57)		
Décennie où la proportion a été la plus élevée	18	10
Décennie où la proportion a été la plus faible	39	47
Tous les pays non exportateurs de pétrole (48)		
Décennie où la proportion a été la plus élevée	11	7
Décennie où la proportion a été la plus faible	37	41
Pays de l'OCDE (20)		
Décennie où la proportion a été la plus élevée	1	2
Décennie où la proportion a été la plus faible	19	18
Amérique latine (10)		
Décennie où la proportion a été la plus élevée	4	1
Décennie où la proportion a été la plus faible	6	9
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est (7)		
Décennie où la proportion a été la plus élevée	5	3
Décennie où la proportion a été la plus faible	2	4

Source : Felix (1995) ; Eatwell (1996) ; au moyen de la banque de données *World Tables* de la Banque mondiale.

pratiques, particulièrement ceux issus de la révolution informatique, n'ont pas entraîné une hausse correspondante de la croissance. Si les chiffres sont exacts, ils laissent supposer que cette croissance ne s'est pas répartie équitablement, les gagnants ayant tiré des avantages, parfois substantiels, au détriment des perdants.

De nombreux économistes, y compris un comité d'économistes du Congrès américain⁵, nous ont rappelé récemment que les chiffres officiels surestiment l'inflation et sous-estiment la croissance économique. Les améliorations de qualité (par exemple les pneus radiaux qui sont plus sûrs et durent plus longtemps que les anciens pneus), les nouveaux produits (tels les fours à micro-ondes qui n'existaient pas il y a 30 ans), les nouvelles caractéristiques d'anciens produits (tels les magnétoscopes et la télévision couleurs dotée de 50 chaînes) et les nouveaux services (comme l'installation de nouveaux guichets bancaires dans les quartiers périphériques) ne sont pas entièrement pris en compte. Les améliorations dans les services sont difficiles à mesurer. Beaucoup de composantes non commerciales, telles qu'un environnement plus sain, sont complètement négligées. Certaines contributions de l'ordinateur ont amélioré la qualité de vie, rendu les produits et services plus pratiques et mené à une consommation accrue, sans

⁵ Dans un rapport d'une commission consultative du Congrès sur l'indice des prix à la consommation, dont le président était le professeur Michael Boskin.

hausse correspondante de la productivité. Cependant, si elles ont donné lieu à une plus grande productivité, le délai est long : il nous faudra attendre pour voir si les compétences informatiques acquises par les enfants d'aujourd'hui se traduiront par une plus grande productivité lorsqu'ils entreront dans le marché du travail. Il faudra également de nombreux changements aux comportements et aux pratiques de travail pour assimiler les innovations informatiques. Qui plus est, les ordinateurs ne représentent que 2 p. 100 du capital national des États-Unis, et moins dans les autres pays de l'OCDE, tandis que les chemins de fer dans leurs années glorieuses, en représentaient plus de 12 p. 100 (Uchitelle, 1996).

Chômage

La mondialisation a obligé les entreprises à devenir compétitives sur les marchés internationaux et cette même concurrence à l'échelle internationale a renforcé la mondialisation. La réduction des coûts, l'amélioration de l'efficacité et la hausse des revenus ont été réalisées au prix d'une plus grande incertitude, d'une hausse du chômage et d'une augmentation des inégalités. La mondialisation a affaibli la capacité des gouvernements nationaux à maintenir le plein emploi et à s'occuper des victimes de la concurrence.

La persistance du chômage élevé dans les pays de l'OCDE a été un enjeu stratégique au cours des deux dernières décennies. On a d'abord cru que la hausse des prix du pétrole dans les années 70 et les politiques déflationnistes adoptées pour y faire face étaient la cause de la détérioration de la situation de l'emploi. Cependant, les taux de chômage demeurant élevés dans les années 90 malgré la chute des prix du pétrole et d'autres produits à partir de 1986, il a fallu trouver d'autres explications. La surévaluation de certains taux de change a contribué à la hausse du chômage. Le taux élevé de chômage a été attribué en partie à la mondialisation et aux nouvelles technologies de l'information et de communication. Dans son roman *Le pianiste déchaîné*, Kurt Vonnegut (1975) dépeint une société cauchemardesque de l'avenir où le droit divin de la machine, de l'efficacité et de l'organisation triomphe et où la masse de chômeurs marginalisés reçoit quantité de « gâteries » d'un petit groupe de cadres riches, mais se voit spolier de son bien le plus précieux, que John Rawls juge primordial, la dignité. Les chômeurs décrits par Vonnegut finissent par se révolter.

L'augmentation du nombre de sans-emploi est devenue la principale préoccupation des pays avancés. En fait, la croissance économique, qu'elle soit mesurée en fonction de la productivité globale ou de la productivité dans le secteur manufacturier, est beaucoup plus lente depuis 1981 qu'elle ne

l'a été dans les années 60, alors qu'elle ne s'accompagnait pas de chômage. Comme la croissance de la productivité a été inférieure à l'augmentation de la demande, on aurait pu s'attendre à ce que des emplois soient créés plutôt qu'éliminés (Eatwell, 1995).

Il y a eu ralentissement de la croissance de la productivité et augmentation du chômage. Certes, il faut saluer plutôt que condamner la production accrue de biens sans hausse correspondante du travail abrutissant. C'est là que l'augmentation de la productivité prend tout son sens. Alors que certains auteurs considèrent aujourd'hui l'emploi comme une nécessité fondamentale, Sidney Webb, cofondateur de la Fabian Society et de la London School of Economics, juge à plus juste titre que le loisir est une nécessité. De nombreuses formes de travail monotone, difficile ou dangereux constituent un fardeau, non un bienfait. L'augmentation de la production par travailleur doit être accueillie comme étant positive, mais uniquement si l'une ou l'autre des deux conditions suivantes est remplie. Premièrement, la demande ou la production doit s'accroître assez rapidement pour absorber tous les chercheurs d'emploi. En théorie, cette condition est facile à satisfaire. Même si les nouvelles technologies déplacent des travailleurs, elles diminuent également les coûts et, partant, contribuent à faire baisser les prix ou hausser les salaires ou les profits. Dans un cas comme dans l'autre, la demande de biens et de services et, par conséquent, de travailleurs, augmente ; cependant, il faut du temps pour recycler et relocaliser les travailleurs.

Deuxièmement, l'augmentation de la productivité peut se traduire par une augmentation des loisirs ou d'autres formes d'activités satisfaisantes. La diminution de la charge de travail peut être répartie également et s'accompagner d'une augmentation des revenus équitablement distribuée. Différentes propositions créatives ont été présentées concernant les horaires de travail souples, les années sabbatiques pour les travailleurs, le temps libre pour s'approvisionner en produits de haute technologie ou pour faire des activités qu'on a vraiment envie de faire, etc. Fondamentalement, les économies de temps et de travail obtenues grâce aux nouvelles technologies devraient profiter à tout le monde et non pas être réparties inégalement entre un groupe de travailleurs qui travaillent trop et des chômeurs exclus.

Ces deux conditions, ou à tout le moins la première, existaient pendant l'âge d'or keynésien qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Par contre, comme ce fut le cas dans les pays de l'OCDE au cours de la dernière décennie, si la production n'augmente pas suffisamment pour générer de l'emploi pour tous les travailleurs et si la charge de travail est inégalement répartie, nous nous retrouvons dans une société semblable à celle que décrit Kenneth Galbraith où l'opulence privée côtoie la misère publique. Quiconque a

marché dans les rues de New York ou de Londres a vu des sans-abri dormir dehors en plein hiver. Que la hausse du chômage soit imputable à la mondialisation des relations économiques, à la croissance insuffisante de la demande (attribuable aux politiques gouvernementales motivées par la crainte de l'inflation et de la crise de la balance des paiements), aux changements technologiques exigeant de nouvelles compétences (qui sont rares et le demeureront peut-être), à l'affaiblissement des syndicats, à la déréglementation ou aux importations à bas prix des pays en développement, il n'en demeure pas moins que la majorité des chômeurs marginalisés ne peuvent même pas profiter des « gâteries » de Vonnegut. Ils ne sont pas reconnus et sont dépourvus des biens de première nécessité. Faire plus avec moins (comme le veut un slogan populaire de la restructuration) est bon pour la croissance économique et l'économie, mais les gens deviennent alors superflus. Le marché ne nourrit pas la dignité de ceux qui perdent leur emploi ou qui vivent dans la crainte de le perdre.

L'augmentation du nombre de sans-emploi ne se limite pas aux pays industrialisés. La Chine jouit d'un taux de croissance spectaculaire, mais le chômage, particulièrement en milieu urbain, est devenu un problème majeur (Khan, 1996). Les pressions exercées par la mondialisation et la concurrence étrangère (sur les marchés des produits et du travail) ont nécessité des compressions dans les coûts unitaires de la main-d'œuvre. Jusqu'à tout récemment, les entreprises d'État et les entreprises collectives pratiquaient un système caché d'assurance-chômage, une sorte de régime d'aide interne aux chômeurs. Tous les membres de la population active avaient un emploi garanti, ce qui signifiait des sureffectifs dans les usines. Lorsque la Chine a commencé à s'intégrer à l'économie mondiale, elle a dû réduire les coûts de main-d'œuvre pour devenir compétitive et attirer des investissements étrangers directs. En 1986, aux termes d'un nouveau règlement, l'emploi dans les entreprises d'État devenait assujéti à des contrats à durée fixe de trois à cinq ans et les entreprises obtenaient le pouvoir de mettre à pied des travailleurs. En 1988, une loi sur la faillite des entreprises d'État a été adoptée, rendant possible la liquidation ou la restructuration de ces entreprises avec les réductions d'emploi qui en découlaient. Ce sont les entreprises collectives qui ont ressenti le plus vivement la chute de l'emploi, qui s'établissait à 15,5 p. 100 de 1991 à 1994. Sans assurance-chômage ni solutions de rechange pour gagner leur vie, les chômeurs ont contribué non seulement à une augmentation des inégalités en Chine mais également à un accroissement de la pauvreté en dépit de hausses sans précédent de la croissance. Cependant, le taux élevé de croissance économique de la Chine devrait pouvoir absorber la plupart des membres de la population active.

Une hausse semblable du chômage s'est produite dans beaucoup d'anciens pays socialistes. Bien que les chiffres officiels indiquent un faible taux de chômage en Russie, un grand nombre de personnes ayant perdu leur emploi ont quitté les rangs de la population active, sans être inscrits au nombre des chômeurs.

C'est à juste titre qu'on a mis l'accent sur la liberté de choix des consommateurs entre différents produits. Cependant, la plupart des gens consacrent plus de temps au travail et s'intéressent davantage à travailler et à produire qu'à consommer. La liberté de choix des producteurs est donc au moins aussi importante que celle des consommateurs : la capacité de choisir entre différents emplois et différentes activités devrait avoir au moins le même poids que celle de choisir entre différentes marques de détergent, différents modèles d'automobiles ou différentes chaînes de télévision. Cependant, le chômage généralisé, doublé d'un nombre insuffisant de postes vacants, prive les travailleurs de ces choix ainsi que des moyens (c'est-à-dire des revenus) avec lesquels ils peuvent exercer ces choix. Pour que les producteurs puissent exercer leur liberté de choix, il doit y avoir suremploi. Il faut plus de postes vacants que de personnes en quête d'emploi pour que le libre choix dans les emplois puisse s'exercer. Évidemment, le plein emploi et le suremploi limitent le choix des employeurs, d'où leur opposition. Cependant, les employeurs sont moins nombreux que les travailleurs. Cette situation se traduit également par des pressions inflationnistes plus grandes, auxquelles s'opposent certains groupes d'électeurs. Elle peut également être faussement interprétée comme un droit de demeurer à un poste donné, un incitatif à la stagnation.

Outre les aliments, l'eau, la santé, les conditions hygiéniques, le logement, le transport, l'éducation et la protection contre les blessures, les besoins humains fondamentaux comprennent également la sécurité d'emploi. La sécurité d'emploi est aussi importante que la sécurité alimentaire, en soi et en tant que moyen de parvenir à la sécurité alimentaire. Dans une économie progressive, la sécurité d'emploi ne doit pas signifier la permanence dans un emploi donné, qui risque de changer en raison des progrès technologiques, de l'évolution de la demande et de la libéralisation du commerce, mais la possibilité, en cas de mise à pied, de réinsertion professionnelle.

Ce qui justifie actuellement l'existence du chômage généralisé et la tolérance à son égard diffère selon qu'il s'agit d'un pays industrialisé, d'un ancien pays socialiste ou d'un pays en développement. Dans les pays industrialisés, c'est la crainte de l'inflation et des difficultés liées à la balance des paiements qui empêche la réalisation du plein emploi. Au demeurant, l'inflation pourrait frapper durement les mêmes groupes de gens qui sont

touchés par le chômage. Il reste donc à concevoir une stratégie qui combine *i*) le plein emploi ou le suremploi, *ii*) l'absence d'inflation et *iii*) la libre négociation des salaires et la démocratie. Jusqu'à maintenant, cette triade s'est révélée insaisissable. Il semble qu'une réserve de chômeurs ou, de façon moins métaphorique, une armée de policiers et de soldats constituent jusqu'à maintenant les seules armes contre l'inflation⁶.

Les auteurs qui traitent des salaires basés sur le rendement invoquent plusieurs raisons pour expliquer comment l'existence du chômage (et la crainte du chômage chez les personnes ayant un emploi) pouvait contribuer à améliorer la qualité de la main-d'œuvre et les efforts des travailleurs. Cette justification supplémentaire du chômage est tout à fait différente de l'explication précédente (crainte de l'inflation). Précurseur important de cette théorie, Karl Marx avait déjà écrit sur la nécessité d'une réserve de chômeurs pour que le capitalisme fonctionne. Des ouvrages récents proposent d'actualiser l'analyse de Marx et de l'examiner sous l'angle de la relation mandant-mandataire et de l'incapacité de contrôler comme il convient les efforts que chaque travailleur consacre à son travail. À moins que les travailleurs ne craignent le chômage, ils ralentiront et feront moins d'efforts. Les salaires supérieurs aux salaires d'équilibre ont pour fonction de discipliner les travailleurs.

Outre les occasions moins nombreuses d'exercer le libre choix, le chômage diminue également la propension des personnes qui ont un emploi à accepter des innovations leur permettant des économies de main-d'œuvre, si elles risquent de perdre leur emploi en conséquence. Les travaux traitant des salaires basés sur le rendement semblent avoir négligé cet effet. Par ailleurs, comme le montrent les données sur l'Europe de l'Est, le suremploi peut avoir des effets négatifs sur la qualité et la variété des produits, sur les innovations touchant les produits et les procédés ainsi que sur la discipline des travailleurs et des gestionnaires.

Une autre approche, fondée sur le modèle initié-profane, arrive à des conclusions semblables. Une main-d'œuvre réduite composée d'initiés d'élite, surtout des hommes, cohabite avec des profanes sous-payés et négligés. Les initiés ne constituent pas un substitut parfait aux profanes, qui peuvent être des chômeurs. Ils ont plus d'expérience et sont plus motivés et plus engagés envers l'entreprise. Avec le capital et la direction de l'entreprise, ils génèrent une rente dont ils négocient une partie. Leurs salaires plus élevés

⁶ Hans Singer a souligné que l'âge d'or du consensus keynésien des années 50 et 60 prouvait que cette triade est possible si les contrôles nécessaires des pressions inflationnistes sont acceptés. Les opposants rétorqueront qu'il a fallu deux décennies pour que les travailleurs comprennent qu'il s'agissait d'une illusion monétaire.

et leur opposition à l'embauche de profanes contribuent à l'exclusion de ces derniers. Une telle polarisation s'est produite aux États-Unis, du moins jusqu'à la seconde moitié des années 80. Depuis lors, on préconise de plus en plus de réduire le nombre d'initiés et d'augmenter celui des profanes, pour des raisons de « souplesse ». En Europe, par contre, l'après-guerre a vu une plus grande sécurité d'emploi, des salaires plus élevés et des avantages sociaux importants, mais aussi une croissance plus rapide du chômage.

La troisième approche, présentée par Robert Solow (1990), consiste à analyser le marché du travail comme une institution sociale et d'adjoindre la notion d'équité à un salaire plus élevé que celui qui ferait correspondre la demande et l'offre de main-d'œuvre. Dans leur propre intérêt, les chômeurs ne se vendront pas à rabais, parce qu'ils espèrent tôt ou tard profiter du salaire normal. S'ils se vendaient à un salaire inférieur maintenant, tous les travailleurs verraient leur situation se dégrader par la suite. Bien que cette forme de surenchère serve les intérêts de tout travailleur, que les autres fassent la même chose ou non, elle conduit au dilemme du prisonnier, où chacun se retrouve dans une situation pire que celle où il aurait été s'il s'était abstenu de surenchérir. Les « jeux » à répétition, cependant, favorisent l'adhésion à la norme, qui prévient ce genre de résultat négatif.

La réponse au problème du chômage créé par la mondialisation se trouve dans la combinaison appropriée de politiques gouvernementales. Des solutions keynésiennes simples, comme l'augmentation de la demande effective, sont devenues inefficaces. Beaucoup de chômeurs sont des chômeurs chroniques. L'augmentation de la demande produirait rapidement une demande excessive de main-d'œuvre, puisque les employeurs ne voudraient pas embaucher les chômeurs de longue durée, jugés inaptes. On assisterait alors à une augmentation des salaires et des prix sans réduction du chômage. Les importations augmenteraient (et des emplois seraient créés à l'étranger) sans qu'il soit possible de les harmoniser aux exportations. Parmi les autres mesures mentionnées, on retrouve habituellement les programmes d'éducation et de formation des travailleurs pour améliorer la productivité et réduire le chômage, le soutien du revenu des travailleurs à faible revenu, des politiques fiscales qui contribuent à la création d'emplois et à la protection de l'environnement, des contrôles démographiques et des mesures de protection sociale.

Par ailleurs, d'autres soutiennent qu'il n'y a pas lieu de craindre l'inflation, que ce phénomène est chose du passé. La concurrence mondiale et la restructuration des entreprises contribueront à maintenir les prix à un faible niveau tandis que les gains réalisés au chapitre de la productivité favoriseront une croissance soutenue.

Qu'en est-il alors de ceux qui, incapables de composer avec la mondialisation, la révolution informatique et les changements technologiques rapides (en raison de difficultés d'apprentissage, ou par manque de confiance en soi ou d'auto-discipline), se retrouvent en chômage et risquent de devenir inaptes au travail ? Cette question remet en évidence les problèmes que l'on examinait concernant le chômage structurel puis, plus tard, surtout en Amérique latine, la marginalisation ou l'exclusion sociales⁷.

Dans le cas d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée s'accompagnant d'un excédent de main-d'œuvre non qualifiée, on offre habituellement une forme d'éducation, une formation professionnelle et une aide à l'adaptation, et on cherche à améliorer la souplesse (ainsi que, bien sûr, la demande totale). Cependant, l'expérience démontre que ces mesures sont efficaces pour les personnes intelligentes et motivées, alors que chez les personnes moins intelligentes et peu engagées envers l'éthique du travail, elles ne font que renforcer le sentiment d'échec. Comme l'a dit Ronald Dore (1996), la loi de Say ne s'applique pas à la formation professionnelle ; l'offre ne crée absolument pas sa propre demande. Les nouvelles technologies dans les domaines de l'information et des communications ainsi que leur propagation à l'échelle mondiale comportent des inégalités liées à la capacité d'apprentissage. Nous devrions nous intéresser à la nouvelle classe d'exclus, composée des personnes les moins éduquées, de travailleurs âgés et de quelques femmes, par sympathie et par solidarité mais aussi par crainte que leur situation n'exacerbe les problèmes sociaux tels que la criminalité et la toxicomanie. Les coûts humains du chômage endémique ne se limitent pas à la perte de revenu et de production ; ils comprennent un sentiment d'inutilité, le divorce, la maladie mentale, la violence conjugale et familiale, le suicide et d'autres coûts sociaux.

Les importations à bas prix provenant des pays à faible revenu causent également du chômage. Même si ces importations ne représentent qu'un faible pourcentage des importations totales, elles concernent les secteurs à fort coefficient de main-d'œuvre, et les entreprises remplacent souvent leur main-d'œuvre par du capital afin de demeurer compétitives.

En résumé, les causes du chômage dans les pays de l'OCDE sont la mondialisation sous forme d'importations en provenance de pays à faible revenu et d'exportation des emplois, l'absence de compétences à une époque d'évolution technologique rapide et majeure, la faible croissance de la demande, la migration des travailleurs et l'arrivée des femmes sur le marché du travail.

⁷ Dore (1996) a écrit des ouvrages brillants à propos de ces problèmes. Voir, par exemple, ses commentaires sur la conférence de Lord Dahrendorf (mimeo).

Peu de gens soutiennent aujourd'hui qu'une augmentation de la demande effective (par exemple, par l'entremise d'investissements publics), même appuyée par une politique sur les revenus visant à contenir l'inflation, constituerait la seule solution au chômage structurel. Par contre, elle contribuerait à le réduire dans le cadre d'autres mesures. En outre, rien ne prouve qu'il n'y a pas de place dans notre société pour les travailleurs de la santé, les infirmières, les puériculteurs, les jardiniers, les plombiers, les balayeurs, les spécialistes de la protection et du rétablissement de l'environnement, et pour tous les autres travailleurs qui n'ont pas besoin des compétences spécialisées et tellement rares qu'exige la technologie moderne et dont les services ne peuvent être remplacés par des ordinateurs ou des biens importés à bas prix des pays à faible revenu (bien qu'il soit utile de profiter de la main-d'œuvre à bon marché provenant de pays en développement). Cependant, beaucoup de ces emplois se trouvent dans le secteur public, qui est actuellement méprisé ou négligé, et peuvent donner lieu à une hausse des impôts, que l'on déteste encore plus. Certains de ces emplois sont également mal payés et jugés inutiles. Nous devons accorder plus de valeur à ce genre d'emplois et garantir des normes minimales de travail aux travailleurs qui les occupent.

Dans les anciens pays socialistes, le chômage s'explique par la nécessité de fermer des entreprises publiques qui sont inefficaces ou qui ont trop de travailleurs à leur emploi ainsi que des entreprises militaires, et de déplacer les travailleurs vers des activités plus efficaces et vers la production de biens en demande. L'éclatement des institutions est en grande partie responsable du chômage élevé, souvent non consigné dans les statistiques.

Dans les pays en développement, les causes du chômage sont multiples. Les facteurs suivants ont un rôle particulièrement important :

- i)* l'absence de facteurs de coopération tels que le capital, les matériaux, la gestion, l'infrastructure, etc. ;
- ii)* les obstacles que représente l'absence de bourses du travail, d'institutions de crédit, de programmes de formation, de régimes fonciers stables et de systèmes de propriété foncière généralisée ;
- iii)* les inhibitions et les aspirations qui touchent aux attitudes face au travail et qui empêchent certains travailleurs d'accepter certains emplois, si bien que le chômage s'accompagne d'une pénurie de main-d'œuvre ;
- iv)* les obstacles au travail qui résultent d'un faible niveau de vie ainsi que d'une alimentation déficiente et de services de santé et d'éducation lacunaires ;

- v) la faible demande, dans les pays industrialisés, d'exportations des pays en développement, résultant de la faible croissance, des progrès techniques et des obstacles au commerce ;
- vi) les politiques des pays en développement, qui fixent le prix de la main-d'œuvre à un niveau trop élevé et celui du capital à un niveau trop faible et qui surestiment les taux de change. Ces politiques entravent l'utilisation complète et efficace de la main-d'œuvre⁸.

En outre, dans de nombreux pays à faible revenu, il existe des cas où des salaires supérieurs permettent aux travailleurs de mieux se nourrir et donc d'être plus productifs. L'absence de malnutrition augmente leur vigilance et leur force physique, tout en réduisant l'absentéisme causé par la maladie. Cependant, les entreprises sont mal placées pour décider seules de payer des salaires plus élevés, en partie parce qu'elles risquent de perdre leur main-d'œuvre la plus productive et de contribuer à financer les profits des autres, et en partie parce qu'elles ne se rendent pas compte qu'offrir des salaires élevés leur permettrait de réaliser des profits et des économies. Lorsque la législation sur les usines a été adoptée en Angleterre au XIX^e siècle, les industriels britanniques avaient prédit que la hausse des coûts ruinerait l'industrie britannique. En fait, celle-ci a pris de l'expansion.

Répartition des revenus

Comment la mondialisation influe-t-elle sur la répartition des revenus à l'intérieur des pays riches et des pays pauvres et entre ceux-ci ?

Les arguments théoriques donnent à penser que l'expansion du commerce de biens manufacturés et de services entre le Sud et le Nord réduit les inégalités dans le Sud entre les travailleurs qualifiés et les ouvriers spécialisés (ayant atteint le niveau d'études secondaires) qui peuvent trouver un emploi, tandis qu'elle augmente ces inégalités dans le Nord (Wood, 1994). Cela s'explique par le fait que l'exportation d'un plus grand nombre de produits du Sud accroît la demande de travailleurs ayant une scolarité de base, et leurs salaires, par rapport aux travailleurs ayant des compétences spécialisées, dans le Sud (sauf lorsque l'abrogation des lois touchant le salaire minimum et l'affaiblissement des syndicats et des niveaux de salaire hérités de l'époque coloniale à la suite de la concurrence internationale diminuent

⁸ Card et Krueger (1995) ont constaté que pour certains restaurants à service rapide du New Jersey et de l'État voisin de Pennsylvanie (qui ont servi de groupe témoin) des salaires minimums supérieurs donnent lieu à un niveau d'emploi supérieur. Ces constatations ont provoqué une controverse importante.

les salaires des travailleurs d'usines et des fonctionnaires). Dans le Nord, c'est le contraire qui se produit. Les écarts salariaux attribuables aux compétences risquent de s'élargir, entraînant une baisse de salaire relative pour les ouvriers spécialisés ou un risque accru de chômage lorsque les salaires sont stables. L'ouverture au commerce international profite aux catégories où les travailleurs sont relativement nombreux, mais défavorise les catégories où ils sont relativement rares.

Les données empiriques confirment l'augmentation des inégalités salariales dans le Nord. La libéralisation du commerce contribue à augmenter les salaires des ouvriers qualifiés dans les pays riches, où ces travailleurs sont relativement nombreux, et à faire baisser le salaire des employés non qualifiés. Cependant, cette théorie ne semble pas s'appliquer au Sud. Des changements semblables à ceux observés dans le Nord se sont toutefois produits dans certains pays en développement. Au Mexique, par exemple, la différence entre le salaire typique d'un travailleur ayant fait des études universitaires et celui d'un manœuvre a augmenté du tiers entre 1987 et 1993. On signale des écarts similaires au Brésil, en Argentine, au Chili, en Uruguay, en Colombie, au Costa Rica, en Thaïlande et aux Philippines (*The Economist*, 1996, p. 74 ; Robbins, 1996).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène. Premièrement, des facteurs autres que la libéralisation du commerce influent sur les écarts salariaux, notamment la croissance économique, l'accumulation de capital, les nouvelles technologies, l'inflation, la récession, l'entrée de capitaux étrangers, etc. Deuxièmement, la théorie suppose que les mêmes fonctions de production technologique existent dans tous les pays et qu'il y ait absence de mobilité du capital. Or, l'élimination des obstacles au commerce peut entraîner l'arrivée de nouveaux biens d'équipement et de nouvelles technologies qui tend à faire augmenter la demande de travailleurs qualifiés. Troisièmement, dans certains pays en développement, notamment les plus avancés, on trouve des bassins de travailleurs qualifiés beaucoup plus importants que dans d'autres. L'incidence de la libéralisation du commerce sur ces pays sera donc semblable à celle que connaissent les pays riches du Nord. Maintenant que la Chine et d'autres grands pays à faible revenu pénètrent les marchés mondiaux de produits à fort coefficient de main-d'œuvre, l'avantage comparatif des pays à revenu moyen réside dans les produits qui nécessitent une spécialisation moyenne. Malheureusement, seuls quelques pays recueillent des données sur les écarts salariaux et il n'y a pas de chiffres permettant de faire des comparaisons à grande échelle.

L'augmentation de la demande de travailleurs qualifiés dans les pays du Nord ne peut être imputée que partiellement à l'augmentation des

importations de biens manufacturés des pays étrangers, ou à la menace qu'elle représente. Les progrès techniques, qui diminuent le recours à la main-d'œuvre spécialisée, constituent une autre explication importante. Dans une certaine mesure, ces deux facteurs sont interdépendants. Pour faire face à la concurrence étrangère, les entreprises doivent implanter de nouvelles technologies qui les rendent plus compétitives. Cependant, une bonne partie des progrès techniques est indépendante du commerce. L'énergie à bon marché et la première vague d'automatisation ont éliminé la plupart des emplois manuels. L'électronique fait maintenant disparaître les emplois courants de col blanc. Cependant, les progrès techniques contribuent également à éliminer certains genres d'emplois spécialisés, voire hautement spécialisés, comme le démontre « Deep Blue », le super-ordinateur joueur d'échecs mis au point par IBM. Garry Kasparov a trouvé en Deep Blue un adversaire de taille. Les activités qui peuvent être réduites à des règles simples, même si celles-ci peuvent donner lieu à une infinité de possibilités, sont des cibles pour l'automatisation (Kolata, 1996).

L'écart entre le revenu des ouvriers spécialisés et celui des manœuvres devrait s'accroître dans le Sud, mais les manœuvres se retrouvent surtout dans le secteur de l'agriculture, non dans le secteur manufacturier, qui exige un minimum de compétences. Les pays qui comptent beaucoup de manœuvres exportent peu de biens manufacturés. La situation est différente pour les pays qui exportent des biens primaires et qui comptent souvent parmi les nations les plus pauvres (Bourgignon et Morrison, 1989, p. 273-281 ; Wood, 1994, p. 244). Les exportations de minéraux ont tendance à accroître les inégalités, parce qu'elles exigent peu de manœuvres et que la propriété des minéraux est habituellement très concentrée. La réduction des inégalités dans ces secteurs repose sur la capacité des gouvernements de saisir une part importante de la rente des sociétés d'exploitation minière et de la consacrer aux pauvres. L'effet des exportations agricoles sur la répartition des revenus dépend du modèle de propriété foncière. Lorsque les produits exportés proviennent de plantations ou de grandes exploitations agricoles appartenant à des intérêts privés, l'augmentation des exportations se traduit généralement par une aggravation des inégalités, à moins que les travailleurs ne soient regroupés au sein de puissants syndicats. En revanche, si les produits exportés proviennent de petites fermes familiales, les inégalités sont généralement réduites.

Cette analyse présente certaines limites. Selon le théorème de Stolper-Samuelson, l'avantage absolu du facteur rare disparaît avec le libre-échange. Dans le contexte actuel, les salaires réels absolus des manœuvres et des ouvriers spécialisés du Nord diminueraient. Cependant, les hypothèses sur

lesquelles repose ce théorème sont très restrictives. Il serait peut-être plus réaliste de supposer que ce sont les salaires relatifs qui diminueraient. Nous serions alors préoccupés par les inégalités, que beaucoup jugent pernicieuses, plutôt que par la pauvreté absolue, que ces mêmes personnes et beaucoup d'autres jugent plus pernicieuse encore. Dans une économie en croissance, il n'est pas surprenant de constater que certains groupes en dépassent d'autres, ce qui, au demeurant, importe peu et est même salubre, dans la mesure où il n'y a pas augmentation de la pauvreté absolue, et où ceux qui ont été dépassés finissent par rattraper, voire dépasser, ceux-là même qui les ont précédés. Le développement représente un changement dans la structure de production. L'emploi dans l'industrie et les services augmente et, après avoir atteint un certain seuil, diminue de façon absolue. Les salaires dans l'industrie et les services sont plus élevés que ceux du secteur de l'agriculture. Il en résulte une augmentation des inégalités, mais personne ne s'en trouve plus mal.

Cette analyse est également limitée par le fait qu'elle ne s'intéresse qu'aux différents salaires et non aux autres formes de revenus, telles que les profits et les rentes (outre le bref examen des exportateurs de biens primaires). Beaucoup d'indications laissent croire que la mondialisation a conduit à un écart croissant entre les revenus tirés du travail et ceux générés par le capital.

Jusqu'à maintenant, nous avons examiné l'incidence de la mondialisation sur la répartition des revenus à l'intérieur des pays. On peut aborder la répartition des revenus entre les pays en examinant l'incidence des multinationales, dont le rôle dans le processus de mondialisation s'est accru de façon considérable. Le savoir-faire, l'entreprise, la gestion, la commercialisation et les capitaux étrangers sont très mobiles sur le plan international et s'allient à la multitude d'ouvriers spécialisés du pays, qui sont beaucoup moins mobiles internationalement. L'offre de certains de ces facteurs (entreprise, gestion, savoir et capital) est relativement *inélastique* au *total*, mais si ces facteurs ne sont pas tributaires du capital naturel local tel que les mines ou les plantations, ils peuvent facilement être déplacés d'un bout à l'autre de la planète moyennant de légers avantages. Leur offre est donc très *élastique* dans un *pays donné*. Pour ce qui est de l'autre facteur, la main-d'œuvre, l'offre est très *élastique* à l'intérieur du pays, mais relativement *immobile* internationalement. La situation est exacerbée par le fait que si les travailleurs produisent des biens manufacturés pouvant être fabriqués ailleurs dans le monde, la demande de main-d'œuvre devient aussi élastique, si bien que la hausse de leurs salaires ne peut que conduire au chômage. Cette situation rappelle celle où on exporte un bassin important d'ouvriers qualifiés plutôt que le fruit de

leur travail. Le produit excédentaire du travail en sus des salaires, qui résulte de la combinaison des autres facteurs, dont l'offre est moins élastique, profite aux étrangers. Les écarts entre l'élasticité internationale et l'élasticité interne en réaction aux écarts entre les avantages et les rentes de monopole qui constituent l'avantage de ces facteurs, ont d'importantes répercussions sur la répartition internationale des gains tirés de l'investissement.

Comme les entreprises évoluent dans des marchés oligopolés et oligopsones, les avantages à l'égard des coûts ne reviennent pas nécessairement aux consommateurs sous forme d'une baisse des prix ni aux travailleurs sous forme d'une hausse des salaires ; les profits reviennent alors aux sociétés mères. Pour que ce genre de spécialisation internationale fonctionne, il faut maintenir de larges écarts salariaux (d'où la nécessité de syndicats faibles dans le pays hôte pour maintenir les salaires bas), assurer l'accès continu aux marchés des sociétés mères (d'où la nécessité pour les intérêts importateurs d'exercer des pressions politiques plus fortes que les producteurs locaux déplacés par les composantes et processus à faible coût, y compris les syndicats dans les pays importateurs riches) et jouir dans le pays hôte d'un minimum d'impôts, de tarifs, de réglementation et de bureaucratie.

Comme l'apport de l'entreprise transnationale se présente sous la forme d'un ensemble, que l'on juge souvent comme son principal avantage, il devient alors la cause de la répartition inégale des gains à l'échelle internationale. Si l'ensemble se brisait, ou fuyait, certaines des rentes et certains des avantages monopolistiques qu'il comporte se répandraient dans le pays hôte. Cependant, s'il est bien stable, seuls les facteurs les moins rares et les plus faibles du pays hôte tirent un revenu limité des opérations de la société transnationale.

Ces tendances peuvent être compensées, et l'ont été dans certains cas, par plusieurs facteurs. Le pays en développement peut recourir à son pouvoir de négocier pour toucher une part de ces rentes (bien que la question de savoir s'il faut ou non taxer les sociétés transnationales sans attaches aboutisse au dilemme du prisonnier dont on a discuté précédemment) et les appliquer aux services sociaux ou aux travaux publics à l'intention des pauvres, ou encore l'investissement dans le capital humain peut créer à l'intérieur du pays certains facteurs rares et éliminer une partie des rentes. Cela s'est produit dans les pays en développement qui ont le mieux réussi. C'est en fait la raison d'être du développement. À mesure que le pays en développement rehausse la valeur ajoutée intérieure de ses exportations, son taux de croissance augmente. C'est l'une des forces qui interviennent dans la mondialisation. Cela montre également les limites de la distinction traditionnelle entre les succédanés de produits importés et l'orientation vers les

exportations. En effet, la valeur ajoutée intérieure est une forme de remplacement des importations, tandis que l'augmentation des exportations représente en même temps une orientation vers l'exportation.

Supposons maintenant que l'ensemble soit défait et qu'une partie de son contenu, comme les compétences spécialisées, puisse être transférée au pays en développement. Prenons un modèle, par exemple le transport aérien, où deux genres de services doivent être combinés, le premier hautement spécialisé et le second moins spécialisé. Les fournisseurs de services spécialisés, tels les pilotes, sont relativement rares globalement, mais très mobiles entre les pays en réponse à des incitatifs financiers. Par une journée claire, un pilote de ligne aérienne peut voir le monde, tandis que les personnes négligées qui vident les cendriers et nettoient les avions au sol ont les deux pieds sur terre. L'offre de services de spécialisation moyenne, par exemple ceux du personnel au sol, est très élastique localement, mais immobile entre les pays. Il en va de même pour la publicité transnationale, les chaînes d'hôtels, les enclaves touristiques, etc. Il en résulte que les pilotes toucheront des rentes élevées tandis que le personnel au sol gagnera à peine le salaire minimum. Tout pays, même très pauvre, qui souhaite avoir une ligne aérienne, devra verser à ses pilotes le salaire qu'ils toucheraient dans une grande ligne aérienne internationale, faute de quoi il risque de les perdre. Une politique intérieure de revenus égalitaires est impossible à mettre en œuvre, non pas à cause de l'exode des cerveaux, c'est-à-dire la perte de travailleurs professionnels qualifiés au profit de pays étrangers, mais parce qu'il faut contrer l'exode déjà en cours. Les inégalités internationales et intérieures devront être importantes. Encore une fois, l'intégration internationale partielle (celle des ouvriers qualifiés et des professionnels) conduit à la désintégration nationale. De plus en plus, on trouve des enclaves industrialisées dans les pays du Tiers-Monde, « des Belgique dans les Indes ».

Technologie et institutions

Les institutions accusent du retard par rapport à la technologie. Les révolutions qu'ont connues les technologies des domaines des transports, du voyage, des communications et de l'information ont unifié et rapetissé la planète⁹, mais notre division en États-nations remonte aux époques de la paix de Westphalie en 1648, de la constitution américaine et de la Révolution française en 1789, de l'unification de l'Allemagne et de l'Italie au

⁹ Cela ne signifie pas que les gens ont nécessairement profité de la mondialisation technologique. Les progrès économiques et techniques ne se traduisent pas, à l'échelle mondiale encore moins qu'à l'échelle nationale, automatiquement en bien-être humain.

XIX^e siècle et de l'émiettement des empires en États-nations après la Première Guerre mondiale. Alors que la technologie continue de s'étendre et d'unifier le monde, les nations se multiplient et sont plus intensément conscientes de leur existence propre. Ou, pour paraphraser Marx, il existe une contradiction entre les forces de production, qui ont été mondialisées, et les relations de production, qui reflètent les États-nations.

La biotechnologie et la technologie des matériaux devraient déboucher sur de grands progrès, mais c'est la microélectronique dans le domaine de la technologie de l'information et des communications qui est plus pertinente à la mondialisation. Peu d'industries manufacturières et d'industries de services ont échappé à l'application du microprocesseur aux nouveaux produits et procédés (Oman, 1996). Les communications, l'information et les médias ont été transformés par son avènement. Les progrès dans le domaine des télécommunications et de la technologie de l'information font disparaître les frontières qui entravent le commerce des services, la composante du commerce et de l'investissement étranger direct qui croît le plus rapidement.

Lorsque les États-nations ont été constitués, les cités-États et les fiefs qui les avaient précédés étaient devenus trop petits pour l'ensemble des opérations requises par la révolution industrielle. L'institution politique a donc été adaptée à la nouvelle technologie industrielle, aux routes, aux chemins de fer et aux canaux. L'État-nation était alors une institution progressive. Cependant, je ne suis pas un déterministe technologique. L'adaptation des institutions à la technologie n'est pas un processus inévitable. Par exemple, le Moyen-Âge a vu disparaître la technologie romaine qui avait donné les routes, les thermes, les aqueducs et les amphithéâtres, qu'on a laissés à l'abandon. Cependant, l'État-nation d'aujourd'hui, avec l'importance qu'il accorde à la souveraineté complète, est devenu, du moins à certains égards, un obstacle au progrès. Il nous a placés devant plusieurs dilemmes du prisonnier : chaque pays agit dans son propre intérêt, et il en découle que la situation de chacun s'aggrave. Chaque nation gagne à poursuivre cette voie destructrice, que les autres fassent la même chose ou non. Pour contrer ces résultats destructeurs, il faut beaucoup de confiance, de motivation morale (même si, comme dans le cas du dilemme du prisonnier, on parle ici d'honneur parmi les voleurs), de collaboration ou de compulsion.

Au palier international, à cause des effets du dilemme du prisonnier, la répartition des ressources devient moins efficace. Il y a donc possibilité de gains si l'on revient à une affectation plus efficace des ressources. Selon le théorème de Coase, l'absence de frais de transaction et une information complète, un cadre juridique et des droits de propriété bien définis permettent à chaque État de parvenir à des ententes avec d'autres États pour éviter,

par le versement d'indemnités, ce dommage et rendre leur situation meilleure qu'elle ne l'aurait été si les effets du dilemme du prisonnier s'étaient fait sentir¹⁰. Par exemple, les États-Unis sont responsables de pluies acides qui affectent le Canada. Si les dommages pour le Canada sont plus grands que les bénéfiques pour les États-Unis, le Canada pourrait offrir d'indemniser les États-Unis pour l'abandon des émissions d'anhydride sulfureux, le principal composant des pluies acides, et se trouver tout de même dans une meilleure situation que s'il acceptait les pluies acides ; de même, si les bénéfiques sont plus grands que les dommages, les États-Unis pourraient offrir une indemnisation au Canada pour l'acceptation des pluies acides et se retrouver dans une meilleure situation qu'ils ne l'auraient été s'ils avaient empêché ces dommages. Cependant, comme nous le savons tous malheureusement, nous sommes loin des résultats prévus par le théorème de Coase, même si nous ne sommes pas toujours à l'extrémité du spectre, c'est-à-dire devant le dilemme du prisonnier. Le théorème de Coase demeure utile, en dépit de ses hypothèses irréalistes, car il attire notre attention sur le fait qu'il existe des possibilités de profit mutuel inexploitées lorsque nous nous trouvons en face d'un dilemme du prisonnier. Je ne souhaite évidemment pas qu'une indemnisation soit toujours, ni même souvent, versée. Les perdants, tels que les propriétaires britanniques après l'abrogation des lois sur les céréales en 1846, ne méritent peut-être pas d'être indemnisés, et même s'ils le méritaient, les coûts administratifs et les pertes qui découleraient de l'imposition de taxes pour financer cette indemnisation pourraient être tellement élevés qu'ils rendraient l'indemnisation antiéconomique. Cependant, le fait qu'une indemnité *puisse* être versée nous fait prendre conscience de la possibilité de réaliser des gains.

Si l'on ajoute au dilemme du prisonnier le problème de l'abstentionnisme, en vertu duquel chaque pays compte sur les autres pour supporter les coûts de mesures qui profitent à tous, on se trouve alors avec une offre déficitaire d'éléments publics positifs, tels que la paix, un système de commerce ouvert, des normes communes de poids et de mesures, la liberté de la mer, des droits de propriété bien définis, la stabilité internationale, un système monétaire efficace et la conservation de l'environnement, tandis qu'il y a offre excédentaire d'éléments négatifs tels que les guerres, la pollution et la

¹⁰ Je remercie Michael Lipton pour son analyse de la relation entre le dilemme du prisonnier et le théorème de Coase dans un contexte différent (voir Lipton, 1985). Farrell (1987) a démontré l'inexactitude du théorème de Coase, selon lequel les particuliers pourraient résoudre les problèmes d'externalités et de biens publics aussi bien que les gouvernements pourvu que leur soient conférés des droits de propriété (p. 113-129).

pauvreté. Des métaphores et comparaisons illustrent cette situation : tragédie des biens communs, pièges sociaux, paradoxe de l'isolement, etc.

Dans le système actuel, l'action non concertée semble rentable. Tout pays gagne à ériger des barrières protectionnistes, que les autres fassent de même ou non ; à renforcer ses forces armées, que d'autres fassent de même ou non ; tout pays peut, à son avantage, polluer l'air et les eaux communes, que les autres l'imitent ou non. Tout pays a avantage à attirer des capitaux étrangers au moyen d'incitatifs fiscaux, quoi que fassent les autres, contribuant du coup à l'érosion de l'assiette fiscale de tous les pays. Ces actions mutuellement dommageables et, en définitive, autodestructrices, ne peuvent être évitées, faute d'autodiscipline, que par une force mondiale dominante qui imposera des limites ou encore par la collaboration ou, plus efficacement, par la délégation de certains pouvoirs décisionnels à une instance supranationale dotée du pouvoir d'appliquer des limites ou de surveiller les contributions.

Les contributions à un bien public commun par chaque pays sont classées comme suit, par ordre de préférence :

1. Mon pays ne contribue pas alors que les autres le font (abstentionnisme).
2. Mon pays contribue avec les autres (collaboration).
3. Aucun pays ne contribue (effet du dilemme du prisonnier).
4. Mon pays contribue alors qu'aucun autre ne contribue.

Le comportement de chacun selon le point 1, par crainte du point 4, conduit au résultat 3. Bien que 2 soit préférable à 3, nous aboutissons à la situation 3, la moins préférable, à moins que des récompenses et des pénalités ou des motivations autonomes à la collaboration ne conduisent à 2. Les attentes et les incitatifs doivent être tels qu'ils éliminent les résultats 4 et 1 pour éviter qu'un pays qui contribue ne se retrouve dans la situation 4. Faute de telles motivations, il en résulte que l'offre d'éléments publics positifs tels que la paix, la stabilité monétaire, l'absence d'inflation, l'augmentation de la production et de l'emploi, une économie mondiale ouverte, la protection de l'environnement, l'élimination de la dette, la conservation des matières premières, la réduction de la pauvreté et le développement mondial risque de devenir déficitaire.

On a démontré que les jeux itératifs du dilemme du prisonnier conduisent à des résultats non destructeurs (Axelrod, 1984). Les partenaires apprennent et adoptent des stratégies mutuellement avantageuses. J'ai déjà mentionné que nous nous retrouvons entre les deux extrêmes que sont le

dilemme du prisonnier et les résultats prévus par le théorème de Coase. Pour plusieurs raisons, il est plus difficile de parvenir à des ententes de collaboration dans les transactions internationales que dans les autres, où la confiance mutuelle et le sens du devoir jouent un rôle plus important. Il y a maintenant beaucoup d'États, près de 200, et leur nombre rend les ententes difficiles et les défections plus probables. Il n'y a pas de police ni de gouvernement mondiaux pour mettre en application les ententes, dont la stabilité est d'ailleurs minée par des changements rapides. L'absence de pouvoir hégémonique fait également disparaître les sanctions pour non-respect des ententes. Tous ces facteurs empêchent la confiance de s'établir, alors qu'il s'agit pourtant d'un préalable essentiel aux ententes internationales.

Les exemples de dilemme du prisonnier à l'échelle de la planète sont fort nombreux. Mentionnons d'abord la course aux armements. Sans causer de guerre nucléaire, elle a contribué à des centaines de guerres mineures, particulièrement dans le Tiers-Monde. On peut ensuite citer : le protectionnisme concurrentiel, par l'entremise duquel chaque pays rejette son chômage sur le dos des autres ; les fluctuations concurrentielles du taux de change, par lesquelles s'exportent le chômage ou l'inflation ; les guerres d'investissement, au cours desquelles les pays renoncent à l'impôt pour attirer des investissements limités ; les guerres de R-D et les cauchemars technologiques qui en découlent ; le refus des banques d'alléger la dette et des gouvernements de donner des garanties ; la pollution de l'environnement ; les hausses concurrentielles des taux d'intérêt ; la surpêche, l'épuisement des stocks de poissons et la destruction des espèces ; autant de secteurs où se livrent maintenant ces batailles.

Ce problème s'applique non seulement aux politiques gouvernementales, mais également à celles des entreprises. Dans le domaine de la technologie, les entreprises (et les pays) ont tendance à abandonner la recherche fondamentale, qui donne des résultats à long terme qu'il est difficile de s'approprier et qui profitent à d'autres entreprises et pays, pour se tourner vers la recherche commerciale à court terme dont les résultats se manifestent rapidement en profits pour l'entreprise. Par exemple, la recherche fondamentale pour trouver de nouvelles variétés de blé et de riz plus productives, qui a donné lieu à la révolution verte dans les années 60, n'était financée ni par des entreprises privées, ni par les gouvernements nationaux, mais devait compter sur les fondations philanthropiques Ford et Rockefeller, dont les ressources sont nettement insuffisantes pour mener des recherches sur les problèmes modernes de haute technologie qui guideront la mondialisation dans le prochain siècle.

Pour éviter ces pièges, la coordination, la collaboration et l'application des politiques sont nécessaires. Cependant, la coordination suppose que chaque pays doit poser des actes qu'il ne veut pas poser. Les États-Unis doivent équilibrer leur budget pour faire baisser les taux d'intérêt mondiaux ; en Allemagne, la croissance doit s'accélérer, mais ce pays ne veut pas absorber les travailleurs de la Turquie et de la Yougoslavie ; beaucoup sont d'avis que le Japon devrait importer davantage, mais il ne veut pas nuire à ses industries intérieures ; et ainsi de suite.

Il s'agit donc de remplacer les ordres internationaux du passé fondés sur la domination et la dépendance, comme celles qu'imposaient la Grande-Bretagne et les États-Unis, ou sur les problèmes qui témoignent d'une fragmentation ou d'un manque de coordination, par un nouvel ordre mondial pluraliste fondé sur l'égalité et la justice.

Gouvernement et économies ouvertes

Pour la plupart des économistes, la mondialisation devrait aller de pair avec une réduction de l'appareil gouvernemental ; plus le gouvernement serait petit, plus l'économie serait ouverte¹¹. Cela s'explique par deux raisons. Premièrement, les politiques de libéralisation vont habituellement de concert avec une préférence pour les marchés et, donc, un appareil gouvernemental réduit. Deuxièmement, la mondialisation a rendu moins efficaces les politiques monétaires et financières des gouvernements, ce qui devrait conduire à un gouvernement plus petit. Pourtant, Rodrik (1996) a démontré que la portée du gouvernement s'est amplifiée au lieu de diminuer dans les économies qui ont le plus profité des marchés mondiaux. Il existe une corrélation positive entre l'ouverture, mesurée par la part du PIB occupée par le commerce, et la portée du gouvernement, mesurée par la proportion du PIB que représentent les dépenses gouvernementales. Les petites économies ouvertes comme la Suède, l'Autriche, la Suisse, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont d'importants gouvernements. Rodrik laisse entendre que ce phénomène s'explique par le rôle du gouvernement, qui protège contre les chocs extérieurs et les risques externes et atténue les bouleversements du marché. Il propose deux mesures pour se prémunir contre les risques externes : la volatilité des termes de l'échange et la concentration par produit d'exportation (c'est-à-dire le rapport de la valeur d'un ou de deux produits

¹¹ Cette section s'inspire de Rodrik (1996). Voir également Garrett et Lange (1995) et Garrett (1995). Je remercie James Robinson d'avoir attiré mon attention sur ces articles.

sur la valeur totale des exportations). Selon la nouvelle théorie de la croissance, on peut également soutenir que, face à une concurrence plus féroce, les gouvernements consacrent plus d'argent aux biens publics comme l'éducation, la R-D et les infrastructures.

La théorie de Rodrik repose sur trois hypothèses. Premièrement, l'expansion du commerce donne lieu à des risques externes plus grands ; deuxièmement, l'augmentation des risques externes donne lieu à une plus grande volatilité des revenus ; troisièmement, l'augmentation de la part du PIB que représentent les achats du gouvernement réduit la volatilité des revenus. La première hypothèse est douteuse. Un commerce international diversifié (selon les biens, les services, les pays d'origine et les pays de destination) peut constituer une bonne protection contre les risques. Par exemple, un pays qui dépend entièrement de la production intérieure d'aliments se trouve en bien mauvaise posture si les récoltes sont mauvaises, tout comme un pays qui dépend de son charbon pour son énergie si les mineurs font la grève. Si l'exploitation du charbon relève du secteur public, la propriété gouvernementale présente des risques plus grands qu'une politique diversifiée d'importation de combustibles. L'autonomie est parfois confondue avec l'autosuffisance, mais celle-ci peut se faire au détriment de celle-là. Cependant, il est vrai que certains chocs, tels que la hausse des prix du pétrole dans les années 70, sont le fruit du commerce international.

Rodrik rejette d'autres explications possibles du lien positif entre l'ouverture et le gouvernement, tel le fait que les petits pays sont à la fois plus ouverts et ont tendance à avoir des dépenses gouvernementales plus élevées que les grands, et que les pays d'Europe ont un important appareil gouvernemental et sont plus ouverts que les autres en raison de l'Union européenne. Sa conclusion selon laquelle la mondialisation pourrait bien nécessiter des gouvernements forts concorde avec l'argument que je défends ailleurs voulant que les marchés et la théorie des prix ne demandent pas un État minimaliste, mais un État actif et interventionniste (Streeten, 1993).

Les points de vue sur la mondialisation et le séparatisme ainsi que sur le gouvernement et la non-intervention peuvent être classés en quatre groupes :

	<i>Séparatisme</i>	<i>Mondialisation</i>
<i>Intervention gouvernementale (gov. national et mondial)</i>	Dirigisme national	Position énoncée dans le présent chapitre
<i>Laisser-faire</i>	Libéraux nationalistes (classiques)	Libéraux mondiaux (classiques)

Tranquillité d'esprit

Sir John Hicks a déjà dit que la meilleure récompense du monopoliste est souvent une vie paisible. L'effort qu'il faut déployer pour maximiser les profits en égalisant les rendements marginaux se solde souvent par une perte de tranquillité d'esprit. Le dogme du libre-échange, fondé sur la doctrine de l'avantage comparatif, nous incite à toujours nous battre pour obtenir de meilleurs revenus de la division internationale du travail. On a dit que la technologie de l'information nous rapproche du modèle théorique de l'économie : elle fournit plus de renseignements, réduit les coûts de transaction et élimine les obstacles à l'entrée. Les ordinateurs et les télécommunications avancées rendent ces hypothèses beaucoup plus réalistes (Woodall, 1996, p. 46). Cependant, les adaptations nécessaires pour réagir aux nouveaux avantages comparatifs sont coûteuses et leur nécessité a été accélérée par les nouvelles technologies. Dans un contexte international, où les avantages comparatifs changent rapidement, la politique commerciale peut, comme nous l'avons vu, devenir une politique d'errance, nécessitant le déplacement d'un emploi à un autre, d'une résidence à une autre, pas une ou deux fois, mais continuellement. Les citoyens d'un pays déjà relativement riche, ou d'un groupe de pays riches, peuvent dire : « Nous avons déjà beaucoup de biens matériels. Nous préférons abandonner quelques revenus supplémentaires du commerce international pour vivre une vie plus paisible, pour ne pas avoir à apprendre un nouveau métier, pour ne pas être déracinés de notre communauté. » Il n'y a rien d'irrationnel ou d'antiéconomique dans un tel choix. Une autre solution consisterait à former un bassin de travailleurs prêts à déménager et à acquérir de nouvelles compétences pour réagir à la nouvelle scène internationale. Ces « commandos » seraient mieux payés et jouiraient de meilleures conditions. Ce genre de vie pourrait intéresser de jeunes célibataires ou les personnes qui aiment le changement. Cependant, comme le souligne Dore (1996), compte tenu de l'importance décroissante des ouvriers spécialisés et des manœuvres et de l'importance accrue des travailleurs hautement spécialisés, le recyclage est difficile, voire impossible.

Évidemment, la tranquillité d'esprit repose sur la place qu'occupe le commerce international dans l'économie du pays. Ce pays ne doit pas souffrir des réductions de revenus découlant de son choix de ne pas demeurer compétitif sur les marchés internationaux, ne serait-ce que de façon marginale. Cela dépendra également de la mesure dans laquelle un pays parvient à empêcher les grands intérêts (capitalistes, gestionnaires et syndicats) profitant de cette protection de devenir si puissants que l'économie vienne à

dépasser le seuil où le manque à gagner de la spécialisation internationale ne fait qu'équilibrer les avantages d'une vie un peu plus paisible. Il est probable que de nombreux pays ont demandé une protection au-delà de ce seuil optimal et que les coûts réels qu'entraîne, pour la collectivité, le fait de garder des travailleurs à l'emploi d'industries qui devraient être rationalisées dépassent largement les avantages que pourrait procurer un redéploiement des travailleurs.

Les réserves présentées ci-dessus concernant les pays qui dépendent grandement du commerce international devraient à leur tour faire l'objet de réserves si l'on pouvait collaborer à l'échelle internationale pour définir le taux optimal de progrès techniques, lorsque ceux-ci suscitent des bouleversements. Dans la plupart des autres secteurs de progrès, nous acceptons l'application d'une forme quelconque de calcul des coûts et avantages, mais ce n'est qu'au regard des progrès dans les connaissances et de leurs applications techniques et commerciales que nous nous abstenons de poser des questions sur les coûts sociaux et humains. Lorsque les progrès technologiques dans les matières synthétiques éliminent des gammes d'exportations de matières premières dont un pays est largement tributaire pour l'obtention de devises, les coûts d'adaptation du pays exportateur peuvent grandement dépasser les avantages pour les acheteurs des pays importateurs, sans compter l'évaluation des effets de répartition. Il serait alors raisonnable soit de réclamer une forme quelconque d'entente internationale pour ralentir le rythme des progrès scientifiques et technologiques, soit de se retirer de la concurrence internationale. L'enjeu ici n'est pas d'abandonner quelques revenus pour obtenir la tranquillité d'esprit, mais bien, par la collaboration internationale, d'éviter l'appauvrissement qui découlerait d'une détérioration des termes de l'échange ou d'une hausse du chômage.

Des travaux ont déjà été réalisés sur les objectifs soi-disant non économiques des décideurs, tels que le maintien d'un secteur agricole (ou d'un secteur industriel) important en tant que fin en soi, et sur la façon de modifier la politique de libre-échange pour les atteindre¹². Cependant, je ne veux pas présenter d'objectifs non économiques. Les loisirs font partie des objectifs économiques classiques tout comme le fait d'éviter les coûts financiers et psychologiques des bouleversements : ce qu'il en coûte pour s'établir ailleurs, se trouver un nouveau logement, suivre une nouvelle formation, etc. Ces avantages et ces coûts, qui relèvent entièrement du domaine normalement imparti aux économistes, ont été négligés dans le contexte de commerce

¹² Parmi les collaborateurs à ces travaux dans les années 50 et 60, on retrouve Jagdish Bhagwati, Max Corden, Harry Johnson et T.N. Srinivasan.

international. Leur prise en considération contribuerait à modifier les conclusions que l'on peut tirer du libre-échange et se révélerait justifiée.

Dans la Communauté européenne, les gens aspirent à plus de loisirs, à des vacances plus longues, à des mécanismes de sécurité sociale plus généreux, à des salaires minimums plus élevés et à une plus grande participation à la gestion des entreprises par les travailleurs. Dans la mesure où ces aspirations n'entravent pas la capacité de maintenir des taux élevés de croissance, on peut continuer de rechercher le libre-échange. Cependant, si elles sont mises en œuvre au détriment de la croissance et donc d'une certaine réduction des revenus par rapport au libre-échange, une certaine fermeture et une certaine gestion des relations commerciales seraient légitimes si elles permettaient d'éviter ou de réduire les pertes et les coûts générés par le libre-échange. Les avantages et les coûts privés peuvent différer des avantages et des coûts sociaux ; citons à titre d'exemple de coût social excessif le chômage, la désintégration de collectivités complètes ou les dommages faits à l'environnement à la suite d'un changement technologique.

Il se pourrait que l'harmonie et l'homogénéité sociales obtenues par le maintien de valeurs semblables ajoutent à l'efficacité et contribuent à une plus grande croissance économique. Le cas échéant, les interventions dans le commerce qui conduisent à la formation de blocs commerciaux « orwelliens » peuvent donner lieu à un *plus grand* volume d'échanges commerciaux entre les blocs. La proportion du commerce au revenu national serait réduite, mais, grâce à des revenus plus élevés, il y aurait *plus* de commerce.

Conclusion

Dans le présent chapitre, j'ai tenté de montrer que l'intégration internationale peut donner lieu à la désintégration nationale, qui peut se manifester par une hausse du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion ou de la marginalisation.

Le pouvoir des gouvernements nationaux et leur capacité d'adopter des politiques nationales et de payer les services sociaux a été réduite sans qu'il y ait eu expansion correspondante d'un gouvernement supranational ou d'une collaboration internationale efficace. Les dépenses au titre du bien-être social et les subventions pour les programmes d'aide aux pauvres ont été comprimées ou les services privatisés, si bien que ceux qui n'ont pas d'argent pour les payer doivent s'en passer. Le retard qu'accusent les institutions politiques par rapport à la mondialisation de la technologie, à la déréglementation et à la libéralisation entraîne une perte de la capacité de gouverner. Karl

Polanyi (1944) a écrit que le marché national est enchâssé dans la société et l'État, mais qu'aucune autorité de ce genre ne régit le marché international¹³. L'État favorisait le bien public du marché tout en combattant les problèmes qu'il comportait. Cependant, nous n'avons pas d'équivalent mondial ; à l'échelle internationale, le marché règne en maître. Il y a bien quelques règlements, politiques et mécanismes de protection mondiaux, mais les gouvernements nationaux battent en retraite, réduisant les services sociaux, l'assiette fiscale et les filets de sécurité, quoique les grands discours devancent les actions concrètes.

Les forces mondiales diminuent le pouvoir des gens d'influer sur les politiques de manière démocratique au palier national. Par ailleurs, à l'échelle mondiale, il n'existe pas d'institutions démocratiques qui permettraient aux gens de maîtriser ou même d'influencer leur destinée. Ces phénomènes doivent être analysés et faire l'objet de politiques.

Ainsi, il faut d'abord explorer comment différents pays, régions, secteurs et groupes sont touchés par la mondialisation, déterminer les gagnants et les perdants (en termes absolus et relatifs) et voir comment les mécanismes visant à protéger les faibles, les pauvres et les exclus peuvent être enchâssés d'emblée dans le processus de mondialisation. On devrait établir des stratégies pour déterminer et favoriser les aspects positifs de la mondialisation, tout en minimisant les aspects négatifs ou en protégeant les perdants contre les retombées. Cela ne peut se faire en combinant mondialisation et laisser-faire.

Afin d'éviter les contrecoups du protectionnisme, il est nécessaire, voire essentiel, de s'occuper des victimes de la concurrence et des groupes touchés. Comment réduire l'insécurité accrue issue du chômage, de la précarité de l'emploi, de la pauvreté, des inégalités, de la marginalisation et de l'exclusion ? Comment harmoniser la mondialisation économique et la mondialisation sociale ? Comment intégrer la mondialisation des institutions à vocation sociale ? Toutes ces questions supposent deux choses. Premièrement, il faut déterminer à quel rythme la mondialisation devrait se faire. Un rythme plus lent facilite l'adaptation. Deuxièmement, là où la mondialisation et la libéralisation du commerce et des marchés financiers ont causé le chômage, la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, l'État devrait fournir différents mécanismes de soutien du revenu et filets de sécurité sociale, notamment des programmes de travaux publics, des installations et services d'éducation et de recyclage des travailleurs, un programme visant à

¹³ Je dois cet argument à Mohan Rao. Voir également Rao (1995). La notion de « libéralisme enchâssé » pour décrire l'équilibre entre la libéralisation du commerce et les politiques sociales gouvernementales d'après-guerre est attribuable à Ruggie (1995, p. 507-526).

changer les attitudes et la motivation, etc. Pour contrer les effets négatifs de la mondialisation, il ne s'agit pas de mettre un terme à ce processus, mais de lutter contre ses effets, idéalement à l'échelle mondiale mais, en attendant que cela soit possible, au palier national. Comme la mondialisation réduit les ressources publiques disponibles, on devrait envisager la levée de taxes mondiales.

Au chapitre des politiques et des mesures à prendre, il faut établir non seulement des institutions locales et internationales, mais également des institutions transnationales et mondiales (ou régionales). J'ai soutenu un peu plus haut que la technologie a devancé les institutions. Les bouleversements dans les transports, les voyages, les communications et l'information ont en partie unifié le monde. Cependant, au palier des institutions, nous sommes toujours à l'ère de l'État-nation. L'État-nation s'est accaparé d'un trop grand nombre de fonctions, qu'il ne peut plus remplir de façon efficiente ou humaine. Certaines de ces fonctions devraient être déléguées vers le haut, d'autres vers le bas. La délégation vers le haut est nécessaire parce que la technologie et l'entreprise privée sont devenues mondiales, tandis que leur supervision et leur réglementation sont demeurées nationales. Une politique mondiale contre le trust, le cartel et les pratiques restrictives, par exemple, harmoniserait les politiques internationales aux politiques nationales. À l'heure actuelle, il est interdit aux sociétés américaines de conclure des collusions ou de former des cartels dans leur pays, mais la loi Webb Pomerane les encourage à le faire contre les pays étrangers. Les réseaux de distribution des sociétés japonaises constituent des obstacles au commerce. De nombreuses entreprises japonaises comptent sur des fournisseurs locaux exclusifs. L'Organisation mondiale du commerce devrait pouvoir en principe s'occuper de ces questions. À l'heure actuelle, seule la discrimination par les prix dans le commerce international est éliminée par l'autorisation d'imposer des droits antidumping. Cependant, la plupart des gouvernements invoquent ces droits comme mécanisme protectionniste, non pas pour favoriser la concurrence, mais pour la contrecarrer. Il est évident que l'établissement d'une politique sur la concurrence devrait relever d'un organisme supranational, car les gouvernements nationaux seraient tentés d'adapter une telle politique aux besoins de leurs entreprises nationales. Par ailleurs, la diminution du pouvoir de monopole aura pour effet de réduire les incitatifs et la capacité de faire des recherches fondamentales, le moteur de croissance le plus important à notre époque de haute technologie. Peut-être que ces recherches devront être prises en charge par des organismes supranationaux ou des consortiums de recherche internationaux. On devrait conduire des

recherches pour déterminer si cela est nécessaire et, le cas échéant, pour établir les façons d'y parvenir.

Enfin, il conviendrait d'examiner l'interaction des politiques et des institutions à cinq niveaux : au niveau micro-microéconomique (ce qui se passe à l'intérieur de l'entreprise, de la ferme, du ménage), au niveau micro-économique, au niveau mésoéconomique (l'incidence des politiques et des institutions sur différents groupes et régions), au niveau macroéconomique et au niveau macro-macroéconomique (mondial). Il faudra également explorer la répartition des tâches à chaque niveau entre le secteur privé, le secteur public (national, international et mondial) et les organismes bénévoles.